

RÉVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

Bimestriel n° 449 • nov.-déc. 2014 • www.internationalism.org • france@internationalism.org • 1,30 Euro – 2,50 FS – 2 \$ can.

SUR TOUS LES CONTINENTS

Le capitalisme et ses guerres sèment le chaos

Il y a cent ans, en août 1914, éclatait la Première Guerre mondiale. Le bilan humain de cette boucherie planétaire est officiellement de 10 millions de morts et 8 millions d'invalides. La "paix" signée, la bourgeoisie jura la main sur le cœur qu'il s'agissait de la "der des ders". Mensonges évidemment. Il ne s'agissait au contraire que de la première conflagration barbare marquant la décadence du capitalisme. L'histoire du XX^e siècle et de ce jeune XXI^e est en effet jalonnée d'affrontements impérialistes incessants et meurtriers. A la Première succéda la Seconde Guerre mondiale, à la Seconde Guerre mondiale la guerre froide et à la guerre froide de multiples et incessants foyers de combats qui frappent, depuis les années 1990, des pans de plus en plus larges de la planète. Cette dernière période, si elle n'a pas l'aspect spectaculaire de l'affrontement entre deux blocs, entre deux super-puissances, n'en met pas moins en péril la survie même de l'humanité car sa dynamique, plus sournoise et

insidieuse, peut aboutir non à la guerre mondiale mais à la généralisation de la guerre et de la barbarie. La guerre en Ukraine, qui marque le retour de la guerre en Europe, cœur historique du capitalisme, est d'ailleurs un pas qualitatif significatif dans cette direction.

Le retour de la guerre en Europe

Après la Seconde Guerre mondiale et ses 50 millions de morts, l'Europe était déjà redevenue une zone déchirée par la brutalité des blocs militaires Est/Ouest. Durant cette longue période meurtrière de la guerre froide, les massacres avaient lieu à la périphérie du capitalisme par conflits interposés entre, en tout premier lieu, les Etats-Unis et la Russie. L'épisode sanglant de la guerre du Vietnam en fut une illustration dramatique. Mais aussitôt après la chute du mur de Berlin, une nouvelle période allait s'ouvrir.

En 1991, les Etats-Unis, à la tête d'une puissante coalition récalcitrante, allaient prendre prétexte de l'invasion du Koweït par l'armée irakienne pour

déclarer la guerre. Le but principal : stopper la tendance à la dilution de leur ancien bloc impérialiste par une démonstration de leur puissance militaire et réaffirmer ainsi leur *leadership* planétaire. Il s'agissait alors d'assurer un soi-disant "nouvel ordre mondial". Au prix d'un désastre matériel et humain (plus de 500 000 morts), de bombardements aériens massifs et d'explosions de bombes à dépression faisant éclater les poumons, cette prétendue "guerre chirurgicale", "civilisatrice", devait apporter "paix et prospérité". Mais ce mensonge allait très vite être démenti. Aussitôt en effet, de façon quasi-simultanée, une nouvelle guerre se déclenchait aux portes mêmes de l'Europe, en ex-Yougoslavie. Une guerre atroce, à seulement quelques heures de Paris, rythmée par de multiples charniers (dont celui de Srebrenica, avec la complicité des Casques bleus français, laissant massacrer de 6000 à 8000 Bosniaques!).

Et aujourd'hui, une fois encore, la gangrène militariste se retrouve

aux portes de l'Europe. En Ukraine, c'est la bourgeoisie qui se déchire ouvertement. Les milices armées, plus ou moins bien contrôlées par les Etats russe et ukrainien, s'affrontent en prenant la population de l'Est de l'Ukraine en otage. Ce conflit, sur la base de nationalismes cultivés depuis des décennies, est bien le fruit de charognards. Les principaux acteurs restent comme toujours les grandes puissances : les Etats-Unis, la Russie, la France et bon nombre de pays de l'Europe occidentale.

La situation dramatique en Ukraine marque clairement le pas qualitatif du système agonisant dans son processus de décomposition. Le fait que tous concourent à pousser en avant ce conflit par des intérêts divergents et en Europe, lieu des déflagrations mondiales du siècle dernier, traduit le niveau de désagrégation du système.

Le développement du chacun pour soi...

Depuis, avec l'effondrement du mur

de Berlin et l'implosion de l'URSS, l'ancienne discipline des blocs a été rompue, ouvrant une véritable boîte de Pandore. En effet, malgré les effets politiques et les illusions de courte durée portés par la première guerre du Golfe, les Etats-Unis ont été contraints de continuer à intervenir, partout, de plus en plus fréquemment et souvent seuls : comme lors des interventions en Somalie, en Bosnie, au Kosovo, en Afghanistan et en Irak.

Or, cette politique impérialiste, symbole d'une impasse historique, est clairement un échec. Chaque nouvelle démonstration de force de cette super-puissance déclinante s'est traduite par une tendance à montrer ouvertement son incapacité à contrôler les zones de guerre qu'elle avait investies. Face à un maître en déclin, le désordre et les appétits impérialistes ne peuvent que grandir, avec leur cortège d'exacerbation nationaliste, de conflits religieux et interethniques.

Les forces centrifuges alimentées par des appétits croissants ont donc généré des conflits marqués par la réalité de la décomposition sociale, poussant à la désagrégation des Etats, favorisant les pires seigneurs de la guerre et les aventures mafieuses pour des trafics en tous genres, dont le prix payé est celui de la mort et de la destruction. Dans la seconde moitié des années 1980, une succession d'attentats meurtriers allait déjà frapper le cœur des métropoles européennes comme ce fut le cas à Paris, Londres ou Madrid. Ces attentats n'étaient plus le simple recours de groupes ou d'acteurs isolés, mais le fait d'Etats constitués. En ce sens, ils devenaient des actes de guerre dont les attentats du 11 septembre 2001 à New York constituaient un des sommets (suite page 2)

EBOLA

Le capitalisme en décomposition répand de nouvelles épidémies

Ebola n'est pas seulement un problème médical, c'est avant tout une question sociale, le produit d'un système doté de la technologie et du savoir-faire scientifique nécessaire pour considérablement réduire les souffrances causées par les épidémies, mais incapable d'atteindre cet objectif.

L'humanité est capable de surmonter les flambées explosives des épidémies les plus contagieuses

Au cours de l'histoire, l'humanité a régulièrement été confrontée à l'apparition de maladies contagieuses décimant la population mondiale. Mais l'évolution du savoir a rendu progressivement l'humanité plus apte à diminuer leurs effets dévastateurs et le nombre de victimes.

La première pandémie massive et de dimension planétaire connue est "la Peste Noire", qui toucha l'Europe principalement entre les années 1346 et 1353. Elle fut une des épidémies les plus dévastatrices, causant la mort d'environ 30 à 60% de la population européenne, soit environ 25 millions de victimes (et probablement autant

en Asie). L'humanité fit reculer l'épidémie grâce aux mesures de quarantaine. Au XIX^e siècle, en 1826, éclatait une épidémie de choléra en Europe qui infecta des dizaines de milliers de personnes en Grande-Bretagne. Au début, on pensait qu'elle était causée par l'exposition aux déchets en décomposition. Mais, en utilisant des méthodes de recherche simples, un groupe de médecins montra que c'était l'eau souillée qui permettait à la maladie de se propager. A Hambourg, ville connaissant alors une forte croissance démographique, le choléra frappa de nouveau pendant dix semaines, paralysant complètement le commerce et les échanges; 8600 personnes moururent.

En 1892, Engels estimait que "les attaques répétées du choléra (...) et autres épidémies [avaient] convaincu la bourgeoisie anglaise de la nécessité urgente de procéder à l'assainissement des villes et des cités"⁽¹⁾. Finalement, la science finit par découvrir que le choléra était transmis par l'eau polluée et par l'exposition aux matières fécales d'une personne infectée.

Au cours du XIX^e siècle, la médecine accomplit d'énormes progrès. Le développement des vaccins et, plus

important encore, la mise en place de mesures sanitaires environnementales, associés à une meilleure compréhension des maladies infectieuses (épidémiologie), ont constitué des armes irremplaçables dans le combat pour la santé humaine : "Les abus les plus criants décrits dans ce livre ont, soit disparu, soit sont devenus moins visibles"⁽²⁾.

Dans la première moitié du XX^e siècle, le développement de la science continua, entraînant des progrès considérables. La découverte des antibiotiques, l'introduction d'une vaccination efficace contre un nombre croissant de maladies ont entraîné une diminution spectaculaire du nombre de victimes. Ainsi, il y a soixante ans, la bourgeoisie était convaincue que la lutte à l'échelle mondiale contre les maladies infectieuses était sur le point de triompher.

Un nouveau foyer de pandémies dans la décadence du capitalisme

Cependant, avec l'aggravation des contradictions du système capitaliste débutant sa période de décadence, la crise historique du système bourgeois. Les conditions étaient mûres pour l'éclatement de deux guerres mondia-

les et un nombre conséquent de guerres locales. Cela a eu un impact dramatique sur la santé publique. La Première Guerre mondiale en particulier provoqua une grave pandémie.

La guerre avait conduit à la complète dévastation de régions entières en Europe, au déplacement de millions de gens, au transport massif de troupes de soldats à travers toutes les régions du monde... En d'autres termes : la création d'un énorme chaos et une régression majeure des conditions sanitaires et d'hygiène.

Une nouvelle souche du virus de la grippe – surnommée Grippe espagnole en raison des règles de censure en temps de guerre – est devenue très contagieuse à l'automne 1918 en France. Des paysans chinois, envoyés par bateau du nord de la Chine vers la France, travaillant juste derrière le front dans des conditions déplorables, à la limite de la famine, infectèrent les soldats des tranchées. La grippe se répandit rapidement vers les Etats-Unis et dans certaines parties de l'Asie. La grippe tua environ 50 millions de personnes à travers le monde, se classant comme l'une des épidémies les plus meurtrières de l'Histoire. La bourgeoisie a toujours nié ou minimisé les liens entre les conditions créées par la guerre (suite page 2)

1)Préface de *La situation de la classe laborieuse en Angleterre*.

2)Idem.

Dans ce numéro

Conflit des pilotes à Air France
Direction, gouvernement et syndicats, tous complices pour dénaturer la lutte! 3

Rosa Luxemburg appartient à la révolution prolétarienne! 4

A propos du livre Rosa Luxemburg : non aux frontières!
Un matraquage idéologique à l'usage des jeunes générations 4

Les éditions Smolny participent à la récupération démocratique de Rosa Luxemburg 5

Jean Jaurès et le mouvement ouvrier (II)
Le marxisme et l'héritage de la Révolution française de 1789 8



et le nombre phénoménal de morts dus à la grippe.

L'aggravation des conditions de vie au cours de la décomposition

Les progrès de la science médicale et des systèmes de santé réalisés depuis le milieu du XIX^e siècle n'ont jamais été étendus et mis en pratique dans tous les pays du monde. Dans les pays dits "en voie de développement", l'accès à ces améliorations est impossible pour la grande majorité des ouvriers et paysans. Et cela n'a jamais changé depuis. Les signaux d'alarme insistants au sujet des maladies contagieuses dans ces régions du monde ont jeté une ombre de doute sur la propagande au sujet du "futur radieux" et la "bonne santé" du système actuel.

Pour le marxisme, cela n'a rien d'étonnant. Ces maladies sont l'expression du fait que le système capitaliste est en train de pourrir sur pied, à cause de l'impasse dans laquelle se trouvent les deux principales classes de la société : la bourgeoisie et le prolétariat. Comme le prolétariat n'est pas encore capable d'affirmer sa perspective révolutionnaire, les contradictions du capitalisme en décomposition ne peuvent que s'aggraver toujours plus.

La phase de décomposition, qui a commencé à la fin des années 1980, favorise le développement du "chacun pour soi", détruit la cohésion sociale et amène à un délitement moral toujours croissant. La décomposition est marquée par la tendance au chaos complet dans tous les coins du monde. Non seulement le capitalisme en décomposition ne parvient pas à enrayer les maladies, mais, de plus, il tend à les aggraver et même à les provoquer :

- environ 3,3 milliards de personnes dans les pays "en voie de développement" n'ont pas accès à l'eau potable.
- près de 2,5 milliards de personnes (plus du tiers de la population mondiale) n'ont pas accès à un équipement sanitaire de base.
- chaque année, 250 millions de personnes s'empoisonnent avec de l'eau contaminée, ce qui entraîne un décès dans plus de trois millions de cas⁽³⁾.

L'apparition de nouvelles maladies infectieuses et la résurgence d'anciennes maladies dans différentes régions du monde, jusque-là épargnées, ont précipité une nouvelle crise sanitaire, qui menace de réduire à néant tous les progrès accomplis auparavant, comme le reconnaît la bourgeoisie. Les maladies comme le choléra, qui étaient jusque-là cantonnées dans des zones limitées, se répandent maintenant dans des régions que l'on croyait à l'abri. Alors que quelques maladies sont complètement éradiquées, d'autres, telles que la malaria et la tuberculose, qui ont toujours fait partie des plus grands ennemis "naturels" de l'humanité, sont de retour avec une férocité accrue, causant des millions de morts chaque année.

C'est la décomposition de la société qui est clairement responsable de la débâcle des services médicaux. Le SRAS, par exemple, était l'une des pandémies les plus dangereuses avant l'éruption d'Ebola. On pense que le SRAS est passé d'une espèce biologique à l'autre dans une région démunie de la Chine du Sud où les gens vivent entassés avec leurs animaux dans des conditions qui rappellent le Moyen-Age. Ces conditions de vie sont à l'origine de beaucoup des plus sérieuses épidémies de grippe dans le monde. "Le succès du marché mondial dans la décadence ne réside pas dans la prévention de l'apparition de la maladie mais dans le fait d'avoir favorisé son extension mondiale"⁽⁴⁾.

Les conditions de la décomposition en Afrique

C'est en Afrique que la descente

dans la barbarie militariste est le plus clairement prononcée. Au travers des conflits continuels, de la fragmentation des Etats capitalistes, de l'instabilité des frontières, du rôle des clans et des seigneurs de guerre, il est possible de voir les conflits meurtriers et le chaos se répandre sur le continent et cela nous donne une idée de ce que le capitalisme en décomposition réserve dans l'avenir à l'humanité⁽⁵⁾.

Ces dernières années, sur les trois pays les plus touchés par Ebola (Liberia, Sierra Leone, Guinée), deux ont été ravagés par la guerre civile et des massacres ethniques. Entre 1989 et 2003, les infrastructures du Liberia ont été dévastées par deux guerres civiles. Le Sierra Leone a été la proie d'une guerre civile de onze ans.

De plus, les programmes d'exploitation, par des entreprises étrangères qui extraient le pétrole, le gaz ou du minerai sans la moindre précaution pour trouver de nouvelles ressources économiques, ont conduit à une déforestation massive et à la destruction de l'habitat local et des infrastructures naturelles. La rupture de la cohésion sociale a gravement touché les moyens de subsistance de la population rurale. Les peuples autochtones ont été obligés de quitter leur terre pour aller s'agglutiner dans des bidonvilles urbains.

Parmi ces trois pays, le Liberia est le moins développé économiquement et l'un des plus pauvres du monde. Selon le Programme alimentaire mondial (PAM), 1,3 million de personnes au Liberia vivent dans une extrême pauvreté. Au Sierra Leone, 70 % de la population vivent dans le dénuement. La moitié de la population des trois pays subit une misère extrême, manquant de l'hygiène la plus élémentaire telle que l'accès à l'eau potable.

La déforestation inexorable a également conduit à un changement radical dans les conditions climatiques des pays de l'Afrique de l'Ouest et centrale. L'augmentation des précipitations exceptionnelles est à craindre dans l'avenir. Des changements soudains avec le passage d'une atmosphère sèche à une atmosphère humide favorisent l'éclosion du virus Ebola. L'effet combiné de l'exploitation par des compagnies étrangères, le changement radical des phénomènes climatiques et la crise économique mondiale ont créé les conditions pour la présente catastrophe sanitaire.

L'impact dévastateur d'Ebola

Le déclenchement de la fièvre Ebola au cours de cette année n'était pas le premier. Il y a eu des épidémies répétées à peu près tous les ans depuis sa découverte en 1976 au centre de l'Afrique. Ebola est principalement une maladie rurale, où la nourriture issue de la chasse collective est consommée en commun ; les gens sont exposés à des animaux infectés et le manque d'eau potable favorise la propagation de l'infection. Les conditions d'isolement qui existent dans les zones rurales limitent le nombre de personnes infectées, tuant quelques centaines de personnes.

Cette année, le virus Ebola se propage pour la première fois vers des zones fortement peuplées de la côte ouest-africaine. Dans ces régions, non seulement les conditions sanitaires, mais aussi la situation des soins de santé sont désastreux, ce qui entraîne une augmentation de la vulnérabilité des communautés alentour au virus.

Le virus a complètement débordé les capacités des systèmes locaux de santé, qui passent leur temps à courir après lui pour le contrôler. Après la mort de 60 travailleurs de la santé par l'épidémie d'Ebola, un certain vent de panique a soufflé. Comme le dit Joseph Fair⁽⁶⁾ : "beaucoup ont abandonné le navire". Après que la maladie eut tué près de mille personnes et en ait infecté

près de deux mille, l'OMS a déclaré, le 8 août 2014 : "l'épidémie d'Ebola est une urgence de santé publique internationale." Le système de santé publique à Monrovia est en voie d'effondrement total. Les unités de soins les plus élémentaires, incluant les médicaments contre la malaria pour les enfants et les soins aux femmes enceintes, ont été fermées. Le 19 août, le quartier de West Point a été mis en quarantaine, piégeant environ 75 000 personnes, transformant le quartier en un immense cimetière. Ils peuvent mourir, du moment qu'ils meurent entre eux ! La quarantaine, qui a causé la mort de centaines de personnes, pas seulement à cause d'Ebola, mais aussi par la malaria (qui touche les enfants) et à cause du manque de nourriture et d'eau potable, a été levée après dix jours. Les gens sont partis en masse, sans demander leur reste.

Le cynisme de la bourgeoisie mondiale

Jusqu'à présent, il n'y a eu que peu d'aide de la part des pays développés. Outre la mobilisation de quelques centaines de médecins et d'infirmières bénévoles dévouées, la plus grande partie de l'aide a consisté en dons de matériel, d'équipements pour le personnel de santé. La contribution des Etats-Unis, pour les neuf derniers mois, se chiffre par exemple à peine à 100 mil-

lions. Cela contraste terriblement avec les milliards mis à disposition par les puissances impérialistes et leurs alliés parmi les monarchies du Golfe, pour la nouvelle guerre en Syrie et en Irak, sans parler des centaines de milliards gaspillés dans les guerres en Libye, en Irak et en Afghanistan. Malgré tout, Obama a décrété que l'épidémie d'Ebola constituait "une priorité pour la sécurité nationale", car elle pourrait déclencher la déstabilisation de l'Afrique de l'Ouest, ce qui entraînerait "de graves conséquences sur l'économie, la politique et la sécurité." Et avec cela, il s'est contenté d'envoyer... trois mille soldats !

L'IRC (International Rescue Committee), constate que, sur les 1500 nouveaux médicaments mis à disposition entre 1974 et 2004, seulement dix concernent les maladies tropicales. Pour ce qui concerne le virus Ebola, pratiquement aucune recherche n'a été effectuée depuis 1976. Les maladies tropicales vont donc continuer à affecter plus d'un milliard de personnes dans le monde et à tuer jusqu'à 500 000 personnes par an. John Ashton, de la Faculté de Santé publique de Londres, a ainsi caractérisé la situation : "une banqueroute morale du capitalisme agissant en l'absence d'un cadre éthique et social." Le journal *New Yorker* a déclaré sans ambages : "les maladies qui touchent principalement les populations pauvres des pays

pauvres ne sont pas une priorité pour la recherche, car ces marchés ne sont pas solvables."

Par contre, comme toujours, les Etats les plus "anti-racistes" sont tout-à-fait prêts à utiliser la peur des voyageurs africains, à attiser les sentiments xénophobes parmi la population européenne. Les fractions dominantes de la classe dirigeante utilisent à leur profit le climat de peur et de panique :

- pour inciter les gens à oublier les plus grandes menaces auxquelles nous faisons face aujourd'hui, telles que la guerre ou les catastrophes nucléaires ;
- pour encourager la population des pays centraux à rechercher la protection de l'Etat bourgeois ;
- pour bloquer par tous les moyens possibles l'arrivée de gens venant d'Afrique à la recherche d'un refuge dans les pays centraux.

L'épidémie d'Ebola est le produit d'une aggravation des contradictions du capitalisme qui, depuis un siècle, "a apporté seulement plus de misère et de destruction sous toutes leurs formes. Face à la décomposition avancée de son système, la classe dominante n'a rien d'autre à offrir que des mensonges idéologiques et la répression"⁽⁷⁾.

Zyart, 5 novembre 2014

7) "SRAS : c'est le capitalisme qui est responsable de l'épidémie", *World Revolution*, mai 2003.

Le capitalisme et ses guerres...

Les pires expressions barbares longtemps rejetées à la périphérie tendaient bel et bien à revenir frapper vers le centre du capitalisme, vers des territoires où seul le prolétariat peut constituer un frein par sa présence et son potentiel civilisateur.

... et de la barbarie

Tous les jours, des réfugiés venant de pays en guerre meurent en voulant traverser la Méditerranée. Entassés comme du bétail, sur des bateaux-cercueils, par des passeurs sans scrupule, ils tentent d'échapper désespérément à l'indicible. Le nombre de réfugiés, de demandeurs d'asile et de personnes déplacées à l'intérieur de leurs pays à travers le monde a dépassé officiellement, selon le HCR, les cinquante millions pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale. A elle seule, la guerre en Syrie à la fin de l'année dernière a engendré 2,5 millions de réfugiés et 6,5 millions de déplacés. Et tous les continents sont touchés.

Loin d'affaiblir les tendances du capitalisme décadent, la décomposition a largement renforcé les velléités impérialistes et l'aspect toujours plus irrationnel de celles-ci, ouvrant des boulevards aux fractions les moins lucides de la bourgeoisie qui se nourrissent de la putréfaction de la société et du nihilisme qu'elle induit. La naissance de groupes islamistes tels Al-Qaïda, l'Etat Islamique en Irak et au Levant (EIIL) ou Boko Haram aujourd'hui, sont le résultat de cette dynamique de régression intellectuelle et morale, d'une inculture inouïe. Le 29 juin dernier, Daesh annonçait le rétablissement d'un "Califat" dans les territoires sous son contrôle et proclamait la mise en place d'un successeur de Mahomet. Pendant que Boko Haram, organisation de même nature, enlevait plusieurs centaines de jeunes filles.

Ces organisations obscurantistes n'obéissent à personne et sont seulement guidées par leur folie mystique et de sordides intérêts mafieux. En Syrie et en Irak, dans les zones contrôlées par "l'Etat islamique", aucun

nouvel Etat national n'est donc viable. Au contraire, la tendance est à une désagrégation des Etats syrien, libanais et irakien.

Cette effrayante barbarie insupportable, qu'incarnent particulièrement les djihadistes, sert aujourd'hui de prétexte sécuritaire aux nouvelles croisades militaires et aux bombardements aériens occidentaux. Pour les grandes puissances impérialistes, cela permet de terroriser les populations et la classe ouvrière à peu de frais, en se présentant en pacificateurs civilisés. Mais au Proche et Moyen-Orient, l'EIIL a bel et bien été armé initialement, pour partie, par les Etats-Unis et par des fractions de la bourgeoisie d'Arabie saoudite, sans compter les complicités de la Turquie et de la Syrie. Cette organisation radicale islamique a échappé au contrôle de ses maîtres. La voilà maintenant en train d'assiéger la ville de Kobané en Syrie, à quelques kilomètres de la frontière turque, dans une région à dominante kurde. Contrairement à la première guerre du Golfe, les grandes puissances, Etats-Unis en tête, courent après ces événements subis sans aucune vision politique à terme, réagissant en fonction d'impératifs militaires immédiats. Une coalition hétéroclite de 22 Etats, ayant des intérêts propres totalement divergents les uns des autres, a pris cette décision de bombarder la petite partie de la ville tombée entre les mains de Daesh. Les Etats-Unis, chefs de file de cette pseudo-coalition se trouvent aujourd'hui incapables d'envoyer eux-mêmes des troupes au sol dans cette bataille et incapables pour le moment d'obliger la Turquie, qui craint comme la peste les Kurdes du PKK et du PYD, d'intervenir militairement à Kobané.

Tous les points chauds de la planète sont parvenus à incandescence. Partout les grandes puissances sont de plus en plus aveuglément entraînées dans cet engrenage. Au Mali, l'armée française est embourbée. Les négociations de "paix" entre le gouvernement malien et les groupes armés sont dans l'impasse. La guerre dans la bande sub-saharienne est permanente. Au nord du Cameroun et du Nigeria, face

à Boko Haram, luttes armées, guérillas et attentats se multiplient. Sur tous les continents, notamment si on prend compte de la montée en puissance de la Chine en Asie, les mêmes mœurs et les pires méthodes mafieuses se sont étendues à l'ensemble de la planète.

Des guerres impérialistes toujours plus irrationnelles

Au XIX^e siècle, à l'époque où le capitalisme était florissant, les guerres pour constituer un Etat national, les guerres coloniales ou de conquêtes impérialistes avaient une certaine rationalité politique et économique. Le capitalisme trouvait par la guerre un moyen indispensable pour se développer. Il lui fallait conquérir le monde ; sa puissance économique et militaire conjuguée lui ont permis d'atteindre ce résultat dans la "boue et dans le sang" (Marx).

Avec la Première Guerre mondiale, tout cela change radicalement. Les principaux pays participant sortent généralement très affaiblis de ces quelques années de guerre totale. Aujourd'hui, dans la phase de décomposition du système, une course folle, une véritable danse macabre embarque le monde et l'humanité vers leur perte. L'autodestruction devient le trait dominant des zones en guerre.

S'il n'y a pas de solution immédiate face à cette dynamique infernale, il existe néanmoins une solution révolutionnaire pour le futur. Et c'est à celle-ci qu'il faut contribuer patiemment. Cette société est devenue obsole. La survie du capitalisme est non seulement une entrave au développement de la civilisation mais même à sa simple survie. Il y a un siècle, c'est la révolution communiste en Russie et la poussée révolutionnaire en Allemagne, en Autriche, en Hongrie qui ont mis fin à la première boucherie impérialiste mondiale. Dans la période historique actuelle, c'est à nouveau la lutte du prolétariat international qui pourra, et elle seule, mettre un terme au pourrissement et à la déliquescence de cette société en décomposition.

Antonin, 5 novembre 2014

3) Selon les données officielles disponibles sur la Toile.

4) "SRAS : le symptôme de la décomposition de la société", *World Revolution*, mai 2003.

5) "La propagation de la guerre montre l'impasse où se trouve le capitalisme", *World Revolution*, mai 2013.

6) Virologue américain, travaillant avec l'Institut Méricieux, attaché au ministère de la Santé du Sierra Leone depuis 10 ans

Direction, gouvernement et syndicats, tous complices pour dénaturer la lutte !

La grève des pilotes d'Air France du mois de septembre a fait les gros titres de la presse et chacun y est allé de sa traditionnelle tirade fustigeant la "grève des privilégiés", la "prise en otage des usagers", le "sabotage d'une compagnie qui sortait du rouge". Bref, rien de moins que le traditionnel bruit de fond des médias totalement aux ordres du Capital. Mais au-delà, quelles leçons peut-on retenir de ce conflit ? Pourquoi tant de publicité ?

Cette grève des pilotes, très suivie, a cloué au sol plus de la moitié de la flotte pendant 14 jours. Elle a impliqué une majorité de pilotes qui refusaient l'orientation donnée à Transavia, filiale d'Air France depuis 2007, fournissant surtout des vols charters ponctuels ou saisonniers, désormais appelée à se transformer en véritable compagnie *low cost*, capable de concurrencer les géants EasyJet et Ryanair.

De fait, Transavia Europe et France sont amenées à récupérer une partie croissante de l'activité d'Air France, avec délocalisation de l'emploi vers ces filiales aux conditions de travail et de rémunération nettement plus dégradées. Les personnels navigants (pilotes et hôtesses) de Transavia France sont déjà payés environ 20 % de moins que ceux de la maison mère pour voler un nombre d'heures supérieur. La direction mise donc sur le développement de *low cost* pour employer des pilotes sous droit portugais, polonais ou autre, afin de réduire encore davantage les coûts de personnel.

Face à cette nouvelle attaque, les grévistes réclamaient la création d'un "contrat de pilote unique" pour que tous les pilotes du groupe travaillent aux conditions d'Air France, quelle que soit l'enseigne. La direction, évidemment, ne l'a pas entendu de cette oreille. Il n'y a pas trente-six solutions pour faire du *low cost* : pour une compagnie comme Ryanair, la masse salariale représente 13 % des coûts contre 30 % à Air France !

Pendant 14 jours, tout a été entendu de part et d'autre, donnant rapidement l'impression d'une confrontation très dure et sans issue. La réalité, c'est qu'un véritable partage du travail entre tous les acteurs officiels de la grève (direction et gouvernement) a fait pourrir la situation afin de torpiller la riposte légitime des pilotes. Chacun des protagonistes institutionnels s'est ainsi dressé pour contrer la colère des grévistes en multipliant les déclarations assassines. Celles bien sûr des médias classiquement défavorables à la grève, s'opposant au SNPL (Syndicat national des pilotes de ligne) majoritaire chez les pilotes, syndicat qui a joué la carte du faux radicalisme, du repli sur soi en affichant une détermination de façade. Beaucoup plus directement et frontalement face à ce SNPL, présenté comme "intransigeant", "jusqu'au-boutiste", la direction de la compagnie y est allée de son couplet sur le "désastre" d'une grève qui allait coûter les yeux de la tête et plomber à nouveau Air France ! Tout cela, appuyé encore par le gouvernement socialiste qui, semblant jouer le rôle d'un arbitre ferme, sommait les grévistes d'arrêter une grève "injustifiée". A leur tour, les autres syndicats de l'entreprise, généralement anti-grève (comme la CFDT) sont venus prêter main forte pour démoraliser et enterrer ainsi la combativité des pilotes. Tous ont été "solidaires" pour stigmatiser et isoler définitivement les pilotes, les dénoncer, cristalliser contre eux le mécontentement soigneusement attisé et entretenu, dénaturer complètement le sens de leur lutte. Un formidable isolement où les pilotes ont été présentés comme des "enfants gâtés" (*sic*) qui ne pensent qu'à leurs "privilèges", leurs "salaires de nababs" et avec lesquels aucune solidarité ne se

rait possible, ni même acceptable, aux dires de ces mêmes syndicats ! Pourtant, d'autres salariés d'Air France se sont posés la question de rejoindre le mouvement comme le personnel d'escale, par exemple. Mais pas question ! Les syndicats n'ont même pas joué l'illusion de l'"unité" ou exprimé une solidarité concrète aux grévistes comme ils savent si bien le faire pour mieux encadrer et isoler les luttes afin de les défaire : au contraire, c'était la CFDT ou la CGC qui jugeaient la grève "indécente" et accusaient les pilotes de "mettre en danger l'ensemble du personnel d'Air France". La CGT, premier syndicat d'Air France, elle, "ne condamne pas ce mouvement de grève sans pour autant soutenir le contenu ultracorporatiste de ses revendications". Plus hypocrite, tu meurs !

Les syndicats, champions toutes catégories du corporatisme et de la "spécificité catégorielle" dans les luttes, devenaient pour l'occasion les pourfendeurs de cet "ultracorporatisme" ! Pour renforcer la lutte ? L'étendre ? Pour crier "tous ensemble, tous ensemble" dans un vrai mouvement solidaire ? Pas du tout ! Pour mieux la diviser et l'enfermer...

Rien à voir donc avec une quelconque extension de la lutte ou la défense des intérêts ouvriers ! Unité, certes, mais contre la grève ! Les pilotes étant purement et simplement dénoncés comme de purs "égoïstes", aux conditions de travail et de salaires presque "honteuses" alors que des milliers d'ouvriers subissent la crise, eux ! Les pilotes ont été carrément dénoncés comme des "saboteurs de l'économie nationale" qui ne voient pas plus loin que le bout de leur nez et ne sont en rien "solidaires" pour défendre l'économie de la nation. Et derrière toutes les déclarations gouvernementales et syndicales, on avait l'impression que les slogans stalinien des années 1930 étaient pratiquement remis à l'honneur : "La grève est l'arme des trusts", "Il faut savoir arrêter une grève" !

Le poison nationaliste n'est jamais *low cost* !

Ce poison du nationalisme a été distillé du début jusqu'à la fin pour en faire la question centrale de la lutte : lutter oui... mais pour défendre l'économie nationale avant tout ! En clair, les pilotes devraient participer à "l'effort de la nation" comme tout le monde, eux encore plus que les autres vu leur niveau de salaires et leurs avantages... La seule solidarité possible serait celle qui s'applique à cet effort, celui du sacrifice patriotique ! Sans ce souci patriote, la lutte serait à rejeter ! Le voilà, le vrai message.

Face à cette immonde propagande, le SNPL en a rajouté une couche, répliquant qu'au contraire, la revendication du "contrat unique" était la véritable défense de l'emploi "en France", la défense d'un *low cost* "made in France". Et le SNPL d'appeler ainsi les pilotes à revêtir la "marinière" nationale chère à l'ex-ministre Montebourg en gage de leur souci patriote. Bref, défense de l'intérêt national, maintenant et partout ! Le message s'adressait bien évidemment aux pilotes qui "plombaient" les comptes d'Air France de 20 millions d'euros par jour et "plombaient l'image de la France" face aux usagers étrangers, mais il s'adressait de manière encore plus sournoise à tous les ouvriers, employés, cadres, agents de l'Etat qui sont et seront amenés à réagir face aux attaques qui vont pleuvoir : la défense de vos conditions de vie, de travail, la défense de vos salaires... est "indécente" quand des millions de personnes sont dans une situation encore plus précaire et misérable que la votre ! Voilà encore le second message fort : la véritable solidarité avec les "autres couches sociales" c'est dans la

contribution à l'effort national, dans la limitation des revendications catégorielles, qui ne doivent surtout pas entraver une exploitation accrue et jugée absolument nécessaire.

Une lutte de nature ouvrière

Et les pilotes dans tout cela ? Au-delà de tout ce qu'on a pu leur faire dire et essayer de leur faire croire, ils n'ont fait que réagir à une attaque qui concerne l'ENSEMBLE du personnel d'Air France, l'ENSEMBLE de la classe ouvrière, attaque qui n'est qu'une concrétisation supplémentaire des attaques plus générales sur les salaires et les conditions de travail en France comme partout dans le monde capitaliste. Sur son blog, un pilote témoigne : "Nous ne nous battons pas pour nous, surtout les vieux qui comme moi sont sur long courrier... Ce qui est sur la table n'est que la première étape d'un processus bien orchestré : la création d'une compagnie pan-européenne de droit portugais (très proche de l'irlandais) afin de délocaliser pour commencer les emplois les plus facilement délocalisables : les pilotes (...). Ensuite, ce sera le personnel de cabine (...). Ensuite, qu'est ce qui se passe ? Restent les non-délocalisables : le personnel

au sol (...). Ils n'ont plus de boulot, puisque les escales de base sont maintenant nombreuses à l'étranger, bien installées en Tchèque, Portugal, Grèce et, si ceux-ci deviennent trop chers, en Bulgarie, Roumanie (...). C'est cela que nous combattons, cet avenir, pour les jeunes pilotes, les enfants, les vôtres peut-être, qui souhaiteraient exercer ces métiers (...). Ceux qui ne comprennent pas cela aujourd'hui, ou ne veulent croire qu'à la propagande de nos élites dirigeantes devront s'en souvenir quand leur tour et celui de leurs enfants sera venu."

Tout le battage contre la grève s'est bien sûr cristallisé sur les salaires des pilotes ou commandants de bord grévistes. Il est évident que ces salaires ne sont pas du même ordre que le salaire minimum ou les salaires standards d'une majorité de salariés. Et les pilotes ne l'ont jamais nié. L'Etat, les syndicats, la presse ont eu beau jeu de s'appuyer sur les montants de ces salaires pour dénoncer les "nantis" face aux "vrais ouvriers" qui, eux, pourraient seuls avoir de véritables revendications. Tous ont bien fait passer le message que les pilotes ne sont pas des ouvriers ou employés, qu'ils n'appartiennent pas à la classe ouvrière.

A ce petit jeu du diviser pour mieux

régner, la bourgeoisie sait faire depuis toujours. Pourtant, les pilotes n'ont que leur force de travail, comme la majorité des salariés et des chômeurs. Certes, cette force de travail est bien rémunérée jusque-là, avec des responsabilités et des contraintes que l'Etat sait leur faire payer, en cas de catastrophe aérienne, par exemple. Il en est de même d'une majorité d'ingénieurs et de "cols blancs" qui pendant longtemps ont été considérés comme privilégiés et qui maintenant commencent généralement leur carrière avec un emploi précaire et un salaire minimum.

Cette affirmation que les pilotes ne font pas partie de la classe ouvrière (comme c'est aussi le cas pour d'autres "cols blancs") est peut-être l'attaque la plus grave, la plus profonde, car elle sabote la notion d'identité ouvrière qui est essentielle pour la lutte, pour le combat prolétarien. La faiblesse de cette identité de classe aujourd'hui ne permet pas aux luttes prolétariennes, partout dans le monde, de se porter au niveau nécessaire pour déboucher sur la remise en cause du capitalisme et de sa barbarie. Cette faiblesse, malgré le développement des expériences, la réflexion bien réelle qui se mène dans

(suite page 6)

suite de la page 4

Un matraquage idéologique...

démocratie, c'est chez eux qu'on les a trouvés. En ce sens, leur insurrection d'octobre n'a pas sauvé seulement la Révolution russe, mais aussi l'honneur du socialisme international."

Comment peut-on seulement imaginer que Rosa était anti-Parti quand on sait qu'elle participa à la fondation du Parti communiste d'Allemagne (le KPD), et en rédigea même le Programme à la fin du mois de décembre 1918 ? Ce que semble ignorer Madame Anne Blanchard (mais l'ignorance n'est pas un argument !)

Après avoir présenté Rosa Luxemburg comme une anti-bolchevik, une anti-Parti, l'auteur, à la fin de son livre, la présente de surcroît comme une réformiste. C'est ainsi qu'elle cherche à montrer que les différentes associations et organisations qui se sont créées pour lutter contre "le néolibéralisme, la mondialisation" se situent dans la continuité du combat mené par Marx et Rosa Luxemburg (tout en remettant au passage une petite couche sur le prétendu anti-bolchevisme de Rosa). A la page 79, on y apprend que : "Rosa Luxemburg prônait un communisme très différent de celui qui a été mis en pratique en Union Soviétique après la révolution de 1917. Là-bas, Lénine, le leader du parti bolchevik, considérait qu'un mouvement révolutionnaire n'avait pas de chance d'aboutir que s'il était dirigé par un Parti capable d'installer un Etat centralisé fort. Rosa Luxemburg, comme Marx, accordait une grande valeur à la spontanéité de la révolte ainsi qu'aux libertés. Son projet était celui d'un "communisme de conseils", d'ouvriers et de paysans, moins dépendant qu'un Parti. Ce communisme de conseils, ne s'est jamais incarné dans un Etat ni même un Parti. Néanmoins, c'est être proche des convictions de Luxemburg que de parier sur la capacité des individus à inventer de nouvelle façon de lutter ou de vivre ensemble. Ce fut le cas de Mai 68 en France et dans le monde. Durant cette révolte déclenchée par la jeunesse étudiante, des milliers de personnes, rejetant les syndicats ou les partis traditionnels, jugés trop autoritaires, se sont

initiés à la politique. Beaucoup ont ensuite continué à œuvrer au sein d'associations, d'ONG, de collectifs tels que RESF (Réseau Education Sans Frontières) et le GISTI (groupe d'information et de soutien des immigrés-e-s)". La fin du livre est un appel ouvert à la "mobilisation citoyenne". Un document du CRIF (2) (Conseil représentatif des Institutions juives de France) parlant du livre d'Anne Blanchard signale d'ailleurs qu'"en complément, l'auteur propose un chapitre Eux aussi, ils ont dit non et évoque l'action de la CIMADE, de RESF, du GISTI, ou encore du MRAP et, plus généralement, des altermondialistes" et pose la question "Rosa Luxemburg aurait-elle accepté cette filiation ?" La réponse est clairement : NON ! Cette pseudo-continuité participe bien d'une grossière entreprise de manipulation et de récupération idéologique.

Les mouvements citoyens qui ont surgi et se sont insurgés, comme le dit l'auteur, contre la politique libérale mise en place par le FMI (Fonds monétaire international) et l'OMC (Organisation mondiale du commerce), n'ont rien à voir avec la lutte de classe que prônait Marx et Rosa Luxemburg. Ni avec le mouvement de Mai 68 qui fut l'expression de la reprise des combats de la classe ouvrière après un demi siècle de contre révolution triomphante et non une simple "révolte étudiante" (3). Les organisations ou associations comme ATTAC (Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne) ne défendent pas le moins du monde le renversement du capitalisme par la lutte de classe, comme le défendaient Marx et Luxemburg. Elle revendique au mieux une utopique réforme du capitalisme, un capitalisme à "visage humain". L'auteur s'efforce elle aussi de dénaturer et falsifier la pensée et l'engagement militant de Rosa Luxemburg, tout en cachant son combat impitoyable contre le réformisme, notamment à travers son

ouvrage : *Réforme sociale ou révolution*, dans lequel elle dénonçait les idées révisionnistes de Bernstein qui prônait l'avènement du socialisme par des réformes et rejetait toute idée de révolution. Rosa Luxemburg a toujours défendu l'idée que ceux qui prônent la réforme du système capitaliste sont des mystificateurs au service de la bourgeoisie, une entrave à la lutte et à la réflexion politique au sein de la classe ouvrière.

Toute la bourgeoisie cherche aujourd'hui à nous faire oublier cette vérité historique : ce sont les Partis "socialistes" qui ont voté les crédits de guerre en 1914 et embrigadé des dizaines de millions de prolétaires dans cette infâme boucherie, non les véritables révolutionnaires. En trahissant les principes et le mot d'ordre du mouvement ouvrier : "Les prolétaires n'ont pas de patrie, prolétaires de tous les pays unissez-vous !", ce sont les partis "socialistes" qui ont été les principaux responsables du massacre, non les véritables révolutionnaires.

Le livre d'Anne Blanchard, destiné à intoxiquer les adolescents, trouve sa place dans la campagne démocratique de récupération écœurante de Rosa Luxemburg pour en faire une arme contre Lénine et les bolcheviks. Une arme contre le prolétariat pour l'empêcher de comprendre ce qu'est bien la Révolution russe d'octobre 1917 et la révolution en Allemagne en 1918 qui ont obligé la bourgeoisie à mettre fin à la Première Guerre mondiale.

Cette campagne de récupération frauduleuse de Rosa Luxemburg, orchestrée sous l'égide des sociaux-démocrates à la phraséologie "radicale", vise à faire oublier à la classe ouvrière (et à ses jeunes générations) que Rosa et les spartakistes, Lénine et les bolcheviks, en tant que militants révolutionnaires internationalistes, ont mené le même combat contre la barbarie guerrière, contre le capitalisme, contre la mystification pacifiste et réformiste, contre la dictature de l'Etat bourgeois (qu'il soit "démocratique" ou "totalitaire").

Cealzo, 28 octobre 2014

2) Voir le lien <http://www.crif.org/fr/alireavoirraecouter/rosa-luxemburg-non-aux-frontiers-C3%A8res-par-anne-blanchard/52393>
3) Voir notre brochure sur Mai 68.

Rosa Luxemburg appartient à la révolution prolétarienne, pas aux sociaux-démocrates !

“Du vivant des grands révolutionnaires, les classes d’opresseurs les récompensent par d’incessantes persécutions ; elles accueillent leur doctrine par la fureur la plus sauvage, par la haine la plus farouche, par les campagnes les plus forcenées de mensonges et de calomnies. Après leur mort, on essaie d’en faire des icônes inoffensives, de les canoniser pour ainsi dire, d’entourer leur nom d’une certaine auréole afin de “consoler” les classes opprimées et de les mystifier ; ce faisant, on vide leur doctrine révolutionnaire de son contenu, on l’avilisse et on en émousse le tranchant révolutionnaire. C’est sur cette façon d’“accommoder” le marxisme que se rejoignent aujourd’hui la bourgeoisie et les opportunistes du mouvement ouvrier” (Lénine, L’État et la révolution, 1917) (1).

Le 15 janvier 1919, Rosa Luxemburg est assassinée, avec son camarade de combat Karl Liebknecht, par des corps francs. Cette soldatesque est alors aux ordres du ministre Noske, membre du SPD (la social-démocratie allemande) qui déclare *“s’il faut un chien sanglant, je serai celui-là”* ! Ce sont les socialistes au pouvoir, à la tête de l’État démocratique, qui ont orchestré la répression sanglante de l’insurrection ouvrière à Berlin et assassiné l’une des plus grandes figures du mouvement ouvrier international.

Ce meurtre odieux avait été préparé de longue date par une série de calomnies contre Rosa Luxemburg. “Rosa la rouge”, “Rosa la pétroleuse”, “Rosa la sanguinaire”, “Rosa, l’agent du tsarisme”... de son vivant, aucune attaque mensongère contre sa personne ne lui a été épargnée, pour culminer dans les appels au pogrom de la fin 1918, début 1919, notamment lors de “semaine sanglante” à Berlin.

Mais à peine quelques mois après son assassinat, la bourgeoisie et les opportunistes du mouvement ouvrier ont commencé à en faire une icône inoffensive, afin de la canoniser, vider sa doctrine révolutionnaire de son contenu, l’avilir et en émousser le tranchant révolutionnaire. Rosa Luxemburg ne devait surtout pas rester la militante intransigeante et exemplaire qu’elle fut ; elle devait mourir une seconde fois, dénaturée en une sorte de démocrate pacifiste et féministe. Tel est le but réel, depuis des décennies, du travail de “mémoire” qui vise à “réhabiliter” (c’est-à-dire récupérer) cette grande combattante de la révolution.

Une campagne constante pour dénaturer le combat de Luxemburg et de Lénine

Dans les années 1930, par exemple en France, tout un courant s’est développé autour de Lucien Laurat, courant qui a cédé toujours plus nettement aux sirènes de la démocratie pour signifier finalement que, dès les débuts de la “révolution bolchevique”, “le ver” Lénine était dans le “fruit” du projet révolutionnaire. Cette idéologie fera logiquement l’apologie de l’armée républicaine dans la guerre d’Espagne de 1936-39, saluera les hauts faits de l’embrigadement des ouvriers dans la deuxième boucherie mondiale sous couvert de lutte contre le fascisme. Elle saura soutenir le POUm en Espagne et les trotskistes dans leur “héroïsme” national de résistants ! Cette propagande démocratique nauséabonde fut portée à son paroxysme plus particulièrement après la Seconde Guerre mondiale par des gens tels que René Lefeuve, fondateur des éditions Spartacus. Celui-ci, dans un recueil de textes de Rosa Luxemburg (2) à la préface purement

idéologique et au titre-montage préfabriqué, *Marxisme contre dictature* (titre qui n’a jamais été utilisé par Rosa Luxemburg !) présentait en 1946 cette combattante de la révolution comme radicalement hostile au bolchevisme, ce qui n’est rien d’autre qu’un grossier mensonge. Dans l’introduction du recueil, il écrivait même ceci : *“tous les grands théoriciens marxistes de renom international : Kart Kautsky, Émile Vandervelde, Rodolphe Hilferding, Karl Renner, Georges Plekhanov – et nous en passons – dénonçaient tout autant que Rosa Luxemburg la doctrine totalitaire de Lénine comme absolument contraire aux principes du marxisme.”*

Staline momifia Lénine et dénatura sa pensée en un dogme terrifiant. Rosa Luxemburg, la “sanguinaire”, devient ici une sorte de sainte apôtre de la démocratie ! La contre-révolution stalinienne allait rapidement générer par ses miasmes ces deux nouvelles idéologies putrides et complémentaires : l’appât “luxemburgisme” d’un côté et le repoussoir “marxisme-léninisme” de l’autre. Il s’agit en réalité des deux faces de la même médaille, où plutôt les deux mâchoires d’un même piège : rejeter les bolcheviks “aux couteaux entre les dents” et glorifier la figure offerte de Rosa “pacifiste” comme on admire ces lions “sauvages” hollywoodiens, mutilés, sans crocs ni griffes.

En 1974, dans l’Allemagne du camp démocratique (la RFA), des timbres poste ont même été imprimés à l’effigie de Rosa Luxemburg !

Une nouvelle campagne contre le prolétariat et ses organisations révolutionnaires

Après l’effondrement du bloc de l’Est et la disparition de l’URSS, cette vaste campagne idéologique a été exhumée et s’est amplifiée pour alimenter la prétendue “mort du communisme”, décrétee avec zèle au moment de la chute du mur de Berlin. L’idéologie officielle poursuit ici le plus grand mensonge de l’Histoire assimilant frauduleusement le communisme au stalinisme. Il s’agit là d’une arme idéologique particulièrement efficace aux mains de la classe dominante. Car si depuis 1990 le prolétariat a tant de difficultés à se reconnaître comme force sociale, à développer sa conscience et son organisation, c’est justement parce qu’il est coupé de son passé, qu’il a perdu son identité, qu’il ne sait plus d’où il vient, qui il est et où il peut aller. Si le communisme c’est le stalinisme, cette horreur qui a fait finalement faillite, pourquoi en effet se battre ? Pourquoi étudier l’histoire du mouvement ouvrier alors que celui-ci aurait mené à la catastrophe stalinienne ? C’est cette logique et ce poison que la bourgeoisie fait rentrer dans les crânes ! Et la présentation de Rosa comme “pacifiste, républicaine et ennemie de Lénine”, ce pro-“dictateur du prolétariat”, ce “père spirituel de Staline”, est l’un des chapitres noirs de cette ignoble propagande. Ceux qui participent à celle-ci, de manière consciente ou non, luttent contre la classe ouvrière !

Aujourd’hui les blogs, les forums (comme par exemple *Libcom* en

Grande-Bretagne où des propos visqueux ont été tenus concernant Rosa Luxemburg), dans les librairies et les kiosques, un peu partout en Europe et dans le monde, une nouvelle campagne nauséabonde refait surface pour de nouveau dénaturer l’image de la militante Rosa Luxemburg. C’est ainsi que, dans des émissions de télévision, Rosa Luxemburg est encore apparue récemment sous les seuls traits d’une “femme” et d’une “pacifiste”. Le très reconnu et estimé journal *Le Monde* a publié un article en septembre 2013, réalisé par un certain Jean-Marc Daniel, professeur de l’ESCP Europe, au titre très évocateur : “Rosa Luxemburg, marxiste pacifiste”. Cette association des mots “marxiste” et “pacifiste” peut laisser pantois : le “vrai marxiste” est pour la classe dominante celui qui abdique devant la guerre de classe, qui renonce à l’insurrection et au renversement du capitalisme !

De nombreux livres sont publiés actuellement, jusque dans la littérature pour enfants, où Rosa Luxemburg est de nouveau présentée comme l’adversaire acharnée des bolcheviks et du “dictateur” Lénine (voir notre article ci-dessous). Des conférences et des débats sont également organisés un peu partout, comme ce fut le cas à Paris dernièrement sous la houlette des historiens démocrates “luxemburgistes” du groupe “Critique sociale” (voir notre article p. 5). Même avec les arts, le prix MAIF 2014 de la sculpture a récompensé Nicolas Milhé pour son projet “Rosa Luxemburg” !

Une véritable ovation pour Rosa... à condition de l’opposer à ses camarades de combat, aux bolcheviks, à la Révolution russe et à la révolution tout court. La récupération de Rosa Luxemburg pour en faire une “icône inoffensive” est une vaste entreprise d’intoxication idéologique. Elle vise à inoculer l’idée que le prolétariat doit se battre pour... construire non pas la société communiste mondiale mais une société “plus démocratique” en s’inspirant de l’œuvre méconnue de Rosa Luxemburg présentée de façon mensongère comme une ennemie des bolcheviks. Après l’odieuse propagande du *Livre noir du communisme*, c’est désormais en partie ce discours qui est enseigné très sérieusement et officiellement dans les programmes scolaires (3).

Aujourd’hui, l’enjeu pour la bourgeoisie est bien de convaincre les éléments les plus critiques et les récalcitrants qu’il n’existe pas d’autre avenir que la défense de la démocratie bourgeoise. Mais derrière cette dénaturation, il y a aussi dans la campagne de récupération de Rosa Luxemburg par les “démocrates” de tous bords, un autre objectif poursuivi – et innové ! – : celui de discréditer – en les “diabolisant” une fois de plus – les réelles positions des organisations révolutionnaires.

Olga, 7 novembre 2014

3) Voir sur notre site Internet l’article “La falsification de l’histoire dans les programmes scolaires” (<http://fr.internationalism.org/iconline/201409/9138/falsification-l-histoire-programmes-scolaires>).

A PROPOS DU LIVRE

ROSA LUXEMBURG : NON AUX FRONTIÈRES !

Un matraquage idéologique à l’usage des jeunes générations

À l’occasion de cette rentrée littéraire, est sorti un petit livre qui s’adresse aux adolescents, écrit par Anne Blanchard : *Rosa Luxemburg : non aux frontières !* Il fait partie d’une collection Junior intitulé : *Ceux qui ont dit non*. On retrouve dans cette collection, des biographies de Federico Garcia Lorca, Lucie Aubrac, Simone Weil, Gandhi...

L’originalité de ce livre est que l’auteur fait parler Mimi, la chatte de Rosa Luxemburg. Le début du livre montre comment Mimi arrive à comprendre et enfin à écrire la biographie de sa maîtresse.

Dans un premier temps, le livre relate bien la vie, le combat qu’a mené Rosa Luxemburg. On y apprend que les dirigeants de la social-démocratie allemande ont écarté Rosa des instances dirigeantes du Parti en la nommant professeur à l’École du Parti, en charge des cours du soir. Mais comme le souligne Mimi : *“Raté ! Ma maîtresse travaille deux fois plus ; elle fait classe, sans sécher pour autant aucune réunion.”* On y apprend également que Rosa aurait tenté de se suicider quand elle apprit la mort de Jean Jaurès. Le livre évoque aussi la prison où elle écrivait sur les oiseaux, les fleurs, etc.

La lecture est plaisante. Mais derrière la fluidité du texte, par petites touches, progressivement, puis de façon grossière, l’auteur travestit (à travers Mimi, bien sûr) les propos de Rosa, notamment en affirmant qu’elle aurait considéré Lénine, Trotski et les bolcheviks comme des dictateurs sanguinaires. C’est ainsi qu’on peut lire page 53 : *“Ma maîtresse a retrouvé*

sa capacité à s’insurger. Elle ne décolère plus contre ses amis russes, les Lénine, les Trotski et tous les communistes bolcheviques. En effet les événements en Russie se compliquent. Les communistes bolcheviques versent dans la terreur : après avoir écarté leurs alliés modérés, ils fusillent (...) Ma maîtresse trouve que réduire de la sorte ses contradicteurs au silence, c’est amorcer un terrible virage pour la révolution et pour l’humanité qui espère tant depuis que le mouvement est en marche.”

Anne Blanchard véhicule sans surprise le mensonge selon lequel il y aurait une continuité entre la révolution d’Octobre et l’horreur du stalinisme. C’est ainsi qu’on peut lire page 64 : *“Pourtant moi Mimi, je vous le dis, la “maladie” ne va pas se propager très vite, si on attend l’aide de Lénine. Cet égoïste se concentre sur son seul pays : la Russie.”* De là à affirmer que Lénine ait théorisé “le socialisme dans un seul pays”, il n’y a qu’un pas... Il n’y a pas pire outrage à la mémoire de Lénine qui savait que la Révolution russe était condamnée si elle ne s’étendait pas à l’Europe et notamment à l’Allemagne !

L’auteur de ce mauvais conte pour enfants reprend aussi l’idée insidieuse que le Parti révolutionnaire du prolétariat est nuisible, un danger pour la classe ouvrière, et que Rosa Luxemburg aurait défendu cette position. C’est ainsi qu’on peut lire page 58 : *“A force de faire grève et de manifester, les Allemands ont gagné une république toute neuve. A présent, ils s’affrontent pour savoir quel vi-*

sage lui donner. Une “République des conseils”, où les plus humbles – qui sont aussi les plus nombreux, rappelle toujours ma maîtresse – auraient le pouvoir ? Rosa le voudrait. On débattrait librement, sans avoir à obéir à un parti, pas comme en Russie, où Lénine mènera bientôt tout le monde à la baguette.”

Ainsi, en peu de phrases, à travers la chatte Mimi, l’auteur cherche à persuader ses jeunes lecteurs que Rosa Luxemburg était non seulement anti-bolchevique, mais également anti-Parti... Rien n’est plus faux !

Même si des débats et des combats théoriques, tout à fait ordinaires et légitimes au sein du mouvement ouvrier, eurent lieu entre révolutionnaires, Rosa et Lénine se retrouvaient sur l’essentiel dans la défense des principes politiques prolétariens. Vis-à-vis de la guerre, par exemple, au congrès de 1907 à Stuttgart, Rosa et Lénine combattaient côte à côte et proposèrent un amendement qui stipulait notamment : *“Si néanmoins une guerre éclate, les socialistes ont le devoir d’œuvrer pour qu’elle se termine le plus rapidement possible et d’utiliser par tous les moyens la crise économique et politique provoquée par la guerre pour réveiller le peuple et de hâter ainsi la chute de la domination capitaliste.”*

Concernant la révolution en Russie, il est vrai que Rosa fit des critiques à la politique des bolcheviks sur différentes questions : la réforme agraire, le droit des peuples à disposer d’eux-mêmes, la “terreur rouge” contre la “terreur

blanche”, etc. (1). Tout en critiquant ces erreurs (qui, selon Rosa, auraient pu être dépassées si la Révolution russe avait pu s’étendre de façon victorieuse aux pays d’Europe), Rosa Luxemburg a soutenu et ainsi salué le combat titanique des bolcheviks : *“Lénine, Trotski et leurs amis ont été les premiers qui aient montré l’exemple au prolétariat mondial ; ils sont jusqu’ici encore les seuls qui puissent s’écrier avec Hutten : j’ai osé ! C’est là ce qui est essentiel, ce qui est durable dans la politique des bolcheviks. En ce sens, il leur reste le mérite impérissable d’avoir, en conquérant le pouvoir et en posant pratiquement le problème de la réalisation du socialisme, montré l’exemple au prolétariat international, et faire faire un pas énorme dans la voie du règlement de comptes final entre le capital et le travail dans le monde entier. En Russie, le problème ne pouvait qu’être posé. Et c’est dans ce sens que l’avenir appartient partout au “bolchevisme”” (Rosa Luxemburg, La Révolution russe)*

Par rapport au rôle d’avant-garde du parti bolchevik lui-même, Rosa Luxemburg écrivait aussi : *“Tout ce qu’un Parti peut apporter, en un moment historique, en fait de courage, d’énergie, de compréhension révolutionnaire et de conséquence, les Lénine, Trotski et leurs camarades, l’ont réalisé pleinement. L’honneur et la capacité d’action révolutionnaire, qui ont fait à tel point défaut à la social-*

1) Voir la brochure de Rosa Luxemburg : *La Révolution russe*.

(suite page 3)

1) Ce passage magistral de Lénine est aussi valable pour le sort qu’a réservé la bourgeoisie à Jean Jaurès. Lire notre article page 8.

2) “Problèmes de l’organisation socialiste” (1904), “Masses et chefs” (ou “Espoirs déçus” - 1903), “Liberté de la critique et de la science” (1899).

Les éditions Smolny participent à la récupération démocratique de Rosa Luxemburg

Le "collectif" des éditions Smolny vient de jouer un mauvais tour à la mémoire de Rosa Luxemburg et donc à l'ensemble de la classe ouvrière. En publiant en octobre son tome IV des *Œuvres complètes* de Rosa Luxemburg (1) cette association a en effet apporté sa petite contribution à la campagne internationale et historique faisant de Rosa Luxemburg une inoffensive démocrate, une pacifiste et une anti-bolchevique farouche.

LES TEXTES de Rosa Luxemburg rassemblés dans ce tome IV sont évidemment enthousiasmants; le contraste en est d'autant plus saisissant avec l'introduction sans vie ni souffle réalisée sous la responsabilité de Smolny.

Une introduction en forme de morne plaine...

Formellement, l'internationalisme de Rosa Luxemburg, ses très hautes valeurs morales, tout semble bien y être présents. Et pourtant, l'ensemble demeure très éloigné de l'œuvre de Rosa Luxemburg, de sa fidélité indéfectible aux principes et au combat révolutionnaire pour le renversement du capitalisme. Cette introduction est en quelque sorte l'antithèse de la préface de cette même *Brochure de Junius*, réalisée il y a près d'un siècle par l'amie et camarade de Rosa Luxemburg, Clara Zetkin : "Dans les brumes sanglantes du chaos de la guerre mondiale, son intelligence historique clairvoyante montrait aux hésitants les lignes inéfaçables de l'évolution vers le socialisme; son énergie impétueuse et jamais défaillante aiguillonnait ceux qui étaient las et abattus, son audace intrépide et son dévouement faisaient rougir les timorés et les apeurés" (2). Cette différence n'est pas liée à la qualité de la plume, plus ou moins acérée, des rédacteurs; elle est avant tout politique. Cette préface de Smolny est tiède, lisse comme un galet, ocuménique car elle ne veut froisser personne. Ceux qui voient en Rosa Luxemburg une ardente combattante aux côtés de Lénine ne seront pas choqués, ni ceux qui voient en ces deux figures historiques du mouvement ouvrier deux ennemis irréconciliables. Ceux qui reconnaissent en Rosa Luxemburg une militante révolutionnaire ne seront là en rien contredits, pas plus que ceux qui imaginent Rosa en une aimable adepte de la démocratie "en général". Bref, la carpe et le lapin s'y trouvent parfaitement mariés, sans même s'en apercevoir.

Cet aspect lisse, passe-partout, sans aspérité pour ménager la chèvre et le chou, n'est pas le fruit du hasard mais d'une volonté consciente. Pour réaliser cette introduction, Eric Sevault (ES), membre fondateur du "collectif" Smolny, a collaboré avec Julien Chuzeville (JC), membre de "Critique Sociale", un petit cénacle farouchement "anti-léniniste" et "anti-bolchévique". En clair, le "collectif" Smolny s'est fait épauler pour préfacier ce tome IV, par un social-démocrate de gauche. Cet "historien" fait en effet partie d'une mouvance qui se prétend "lucemburgiste" pour mieux dénaturer l'activité militante révolutionnaire de Rosa Luxemburg.

Eric Sevault (ES) prétend, lui, défendre l'ensemble des courants de gauche, de Rosa Luxemburg à Lénine, en passant par Trotski, Pannekoek ou Marc Chirik. JC et ES ayant co-signé cette introduction, il ne pouvait donc en sortir qu'un texte "consensuel", insipide, et ayant la consistance de la guimauve. Un texte qui "oublie" étrangement de parler de la révolution allemande de 1918-19 et de l'activité militante de Rosa Luxemburg au sein de celle-ci. Qui "oublie" étrangement

de dire que Rosa Luxemburg, à cause de son engagement révolutionnaire, fut assassinée sur ordre de ses anciens "camarades" du SPD alors au gouvernement (Ebert, Scheidemann et le "chien sanglant" Noske) juste après qu'elle ait participé à la fondation du Parti communiste d'Allemagne (KPD) dont elle avait écrit le programme ("Que veut la Ligue spartakiste?"). Un texte truffé de formules ampoulées et ambiguës qui font la part belle à l'idéologie démocratique et pacifiste au détriment de la vision et du souffle révolutionnaires qui se dégagent du livre de Rosa Luxemburg, *La crise de la social-démocratie*.

Après avoir affirmé que "Le socialisme international était, dans ces années-là, le 'parti de la paix' par excellence. La II^e Internationale était d'ailleurs pressentie pour le Nobel de la paix dès 1913 et elle aurait été une très bonne candidate pour 1914", l'introduction de ES et JC déplore, en conclusion, "l'absence, aujourd'hui encore, d'une organisation porteuse de paix (...): l'Internationale que Rosa Luxemburg appelait de ses vœux et qui reste à bâtir" (souligné par nous). Il s'agit là d'un petit tour de passe-passe visant à la falsification honteuse du combat de Rosa Luxemburg : un combat de classe pour la révolution, pour le renversement du système capitaliste par la dictature mondiale du prolétariat et non pas pour la "paix" (et la "démocratie")!

Cette volonté d'arrondir les angles, de fuir les sujets qui fâchent (qui "divisent"), est une véritable catastrophe, car dans la compromission (et la tactique du "front unique" sans clarification des divergences), c'est toujours la bourgeoisie et son idéologie qui triomphent. En collaborant avec un historien de "Critique sociale", le "collectif" Smolny s'est fait ni plus ni moins le porte-voix d'un courant social-démocrate de gauche et donc bourgeois (même si les membres de ce courant n'en n'ont pas forcément conscience).

Ainsi JC, dans un article sur René Lefeuve, publié sur le site de "Critique sociale" (nous y reviendrons), écrit : "René Lefeuve a été pendant soixante ans un militant fidèle au courant socialiste révolutionnaire, s'inspirant en particulier de la marxiste Rosa Luxemburg, s'attachant à la défense de la démocratie comme base indispensable du mouvement ouvrier" (souligné par nous). Voilà ce qu'aime par-dessus tout JC chez René Lefeuve : sa défense du système politique le plus sophistiqué, hypocrite et pernicieux de la dictature du capital : la démocratie bourgeoise. René Lefeuve, tant apprécié par JC, lui-même tant apprécié par Smolny, a passé sa vie à s'appuyer de façon totalement frauduleuse sur les écrits de Rosa Luxemburg pour calomnier les bolcheviks et la Révolution russe, pour rejeter la dictature du prolétariat (dont les soviets ont été "la forme enfin trouvée", selon l'expression de Lénine) et la nécessaire insurrection, et pour soutenir *in fine* la démocratie... bourgeoise. Sous sa plume, ce n'est ainsi plus la social-démocratie qui assassine Rosa Luxemburg le 15 janvier 1919 mais les "précurseurs nazis" : "les précurseurs des nazis l'assassinèrent en janvier 1919". Ces "précurseurs des nazis", c'étaient les corps francs aux ordres du ministre Noske, ce chien sanglant, **socialiste et démocrate!**

Mais les accointances de Smolny avec René Lefeuve ne sont pas seulement celles passant via JC, elles sont aussi plus directes puisque Smolny affirme vouloir s'inscrire dans la "lignée" (3) des cahiers Spartacus (maison d'édition fondée par... René Lefeuve!). Et puisque Smolny aime bien publier les écrits de Marc Chirik (4), nous allons laisser Marc lui répondre : "Ce qui fait l'unité, le ciment de l'équipe de 'Spartacus', c'est l'antibolchevisme tripart qui confond volontairement et sournoisement avec le stalinisme. (...) Au nom de l'antibolchevisme, les socialistes de gauche ont toujours été la queue misérable de la social-démocratie, des Scheidemann-Noske, des Turati et des Blum" (5).

... et un lancement publicitaire par une agence social-démocrate!

Pour lancer son tome IV, Smolny a demandé à ses collaborateurs de "Critique sociale" d'organiser une Réunion publique à Paris le 15 octobre sous le titre "Rosa Luxemburg contre la guerre". Pourquoi s'arrêter en si bon chemin en effet? Quitte à coucher avec des réformistes, autant y aller à fond!

Qui est "Critique sociale"? Le nom de ce petit cénacle fervent défenseur de la "démocratie" en général (et du pouvoir du "peuple"), fait référence à la revue *La Critique sociale* fondée en 1931 par Boris Souvarine, aussi membre du Cercle communiste démocratique (6). Le site Internet de "Critique sociale" contient ainsi plusieurs articles de Boris Souvarine, non pour saluer sa période première où il s'opposa à la dégénérescence de la Révolution russe en tant que membre des courants de gauche mais lorsqu'il passa avec armes et bagages dans le camp bourgeois, de "l'autre côté de la barrière" pour reprendre les mots de Trotski.

Ce cénacle social-démocrate de gauche, est lui aussi dans la ligne "lignée" de l'antibolchevisme de René Lefeuve et de son art de la falsification des écrits de Rosa Luxemburg. Ainsi, dans un article intitulé "Le léninisme et la Révolution russe", publié sur le site de "Critique sociale", on peut y lire : "Le mythe répété religieusement est clair : en octobre 1917, les bolcheviks auraient fait une 'révolution'. Encore plus fort, cette 'révolution' d'octobre aurait été une 'révolution socialiste', voire une 'révolution marxiste'! (...) Ce qui a eu lieu en octobre 1917 en Russie, c'est une prise du pouvoir par un parti, le parti bolchevik. (...) Aucun rapport, donc, avec une révolution populaire. D'où vient alors la confusion? D'abord la Russie était en révolution depuis février 1917, cette révolution ayant renversé le tsarisme, mais n'arrivant pas à se trouver un nouveau régime, bien que l'aspiration populaire soit clairement pour une véritable démocratie.

3) In *Qui sommes-nous?* (http://www.collectif-smolny.org/article.php3?id_article=37)

4) Marc Chirik, ex-militant de la Gauche communiste, était le principal membre fondateur du CCI (voir la *Revue Internationale* n°61 et 62).

5) 11^e Conférence internationale des groupes de la Gauche communiste (*Revue internationale* n°16, 1^{er} trimestre 1979) disponible sur notre site à cette adresse : <http://fr.internationalism.org/book/export/html/1380>

6) Un article de "Critique sociale" fait ainsi la promotion de la mystification de l'idéologie de "l'antifascisme" et de la collaboration de classe du CCD : "Sous le nom de *Fédération communiste démocratique*, le Cercle participe au 'Front commun pour la défense des libertés publiques' créé à l'initiative de Marceau Pivert, dirigeant de l'aile gauche de la SFIO. Ce 'Centre de liaison antifasciste', à la différence du 'Front populaire' qui sera formé plus tard, ne comporte ni le PC ni le Parti radical, mais unit la SFIO, les groupes d'extrême-gauche et diverses autres organisations de gauche."

Après octobre, le pouvoir est exercé par un "Conseil des commissaires" dirigé par Lénine (qui n'a jamais été membre d'un soviét) (7) et en pratique encore plus par la petite direction bolchevique (...) Rosa Luxemburg constate en septembre 1918 que le pouvoir bolchevik a fait "preuve du mépris le plus glacial à l'égard de l'Assemblée constituante, du suffrage universel, de la liberté de la presse et de réunion, bref de tout l'appareil des libertés démocratiques fondamentales des masses populaires". Cette politique des bolcheviks constitue l'inverse de ce qui est indispensable selon le marxisme, ce que rappelle Luxemburg quand elle en appelle à "la vie politique active, libre, énergique, de larges masses populaires", à "la démocratie la plus large et la plus illimitée", à "une vie intensément active des masses dans une liberté politique illimitée". (...) Selon Luxemburg le pouvoir léniniste est "un gouvernement de coterie - une dictature, il est vrai, non celle du prolétariat, mais celle d'une poignée de politiciens, c'est-à-dire une dictature au sens bourgeois, au sens de la domination jacobine". (...) février aurait pu déboucher sur un autre résultat, plus conforme aux aspirations des masses".

Pour résumer, "Critique sociale" exécra Lénine, le Parti bolchevik, la Révolution d'octobre, la dictature du prolétariat et fondamentalement la notion même de Parti. Il soutient la Révolution de février 1917 qui était, elle, selon "Critique sociale", réellement démocratique. Autrement dit, "Vive le gouvernement démocratique bourgeois de Kerenski!". Les sociaux-démocrates de "Critique sociale" prétendent se tenir là aux côtés de Rosa Luxemburg en faisant de la revendication de la démocratie l'alpha et l'oméga de "l'émancipation des travailleurs"! "Critique sociale" cite en long, en large et surtout de travers de multiples petits bouts de phrases de Rosa Luxemburg extraites de leur contexte pour lui faire dire ce qu'elle n'a jamais pensé. Il s'agit d'une véritable entreprise de falsification. Si Rosa adresse des critiques aux bolcheviks (dont certaines sont partagées par le CCI (8)), elle s'adresse sans aucun doute possible à des camarades pour qui elle a le plus grand respect, et même de l'admiration. Laissons Rosa Luxemburg répondre à "Critique sociale" : "La démocratie socialiste (...) n'est pas autre chose que la dictature du prolétariat. Parfaitement : dictature! (...) Mais cette dictature doit être l'œuvre de la classe et non d'une petite minorité dirigeante, au nom de la classe (...). C'est certainement ainsi que procéderaient les bolcheviks, s'ils ne subissaient pas l'effroyable pression de la guerre mondiale, de l'occupation allemande, de toutes les difficultés énormes qui s'y rattachent, qui doivent nécessairement défigurer toute politique socialiste animée des meilleures intentions et s'inspirant des plus beaux principes. (...) Ce serait exiger de Lénine et de ses amis une chose surhumaine que de leur demander encore, dans des conditions pareilles, de créer, par une sorte de magie, la plus belle des démocraties,

7) Ici la mauvaise foi (et l'ignorance) est à son comble : le bolchevik Trotski, compagnon de Lénine, était le président du Soviet de Petrograd!

8) Lire particulièrement ces deux articles : 1) "1903-1904 : la naissance du bolchevisme (III). La polémique entre Lénine et Rosa Luxemburg" (*Revue Internationale* n° 118, troisième trimestre 2004) disponible sur notre site à cette adresse : fr.internationalism.org/.../1903-1904-naissance-du-bolchevisme-iii-polemique-entre-lenine-et-rosa 2) "Comprendre la défaite de la Révolution russe (1^{re} partie)" (*Revue Internationale* n° 99, quatrième trimestre 1999) disponible sur notre site à cette adresse : http://fr.internationalism.org/french/rint/99_communiste-ideal

la dictature du prolétariat la plus exemplaire et une économie socialiste florissante. Par leur attitude résolument révolutionnaire, leur énergie sans exemple et leur fidélité inébranlable au socialisme international, ils ont vraiment fait tout ce qu'il était possible de faire dans des conditions si terriblement difficiles." Oui, il y a dans son texte *La Révolution russe* des critiques profondes à la politique menée par les bolcheviks, mais il s'agit de polémiques menées à l'intérieur d'un même camp révolutionnaire.

Aux faussaires sociaux-démocrates de "Critique sociale" et autres "anti-bolcheviks", nous retournons donc ces mots de Rosa Luxemburg elle-même : "Les bolcheviks ont certainement commis plus d'une faute dans leur politique et en commettent sans doute encore - qu'on nous cite une révolution où aucune faute n'ait été commise! L'idée d'une politique révolutionnaire sans faille, et surtout dans cette situation sans précédent, est si absurde qu'elle est tout juste digne d'un maître d'école allemand" (9).

En réalité, nos "maîtres d'école" qui font de la "critique sociale" ne comprennent absolument rien à la vision prolétarienne et au combat internationaliste de Rosa Luxemburg qu'ils se plaisent tant à encenser pour mieux déformer l'histoire réelle du mouvement ouvrier. Rosa Luxemburg conçoit les bolcheviks et le prolétariat de Russie, les spartakistes et le prolétariat d'Allemagne, comme autant de maillons de la chaîne de la révolution mondiale : "la situation fatale dans laquelle se trouvent aujourd'hui les bolcheviks ainsi que la plupart de leurs fautes sont elles-mêmes la conséquence du caractère fondamentalement insoluble du problème auquel les a confrontés le prolétariat international et surtout le prolétariat allemand. Établir une dictature prolétarienne et accomplir un bouleversement socialiste dans un seul pays, encerclé par l'hégémonie sclérosée de la réaction impérialiste et assailli par une guerre mondiale, la plus sanglante de l'histoire humaine, c'est la quadrature du cercle. (...) Il n'y a qu'une seule issue au drame qui s'est noué en Russie : l'insurrection tombant sur l'arrière de l'impérialisme allemand, le soulèvement des masses allemandes qui donnerait le signal d'un achèvement révolutionnaire international du génocide. Le sauvetage de l'honneur de la révolution russe coïncide, en cette heure fatale, avec le salut de l'honneur du prolétariat allemand et du socialisme international" (10).

Laisser à un groupe social-démocrate, le lancement d'un livre de Rosa Luxemburg, comme l'a fait le "collectif" Smolny, c'est participer au travail de sape idéologique de l'Etat démocratique bourgeois. C'est pourquoi, lors de la réunion publique du 15 octobre à Paris, le CCI était présent et est intervenu pour dénoncer l'opposition frauduleuse de Rosa Luxemburg et de Lénine, des spartakistes et des bolcheviks, des marxistes "démocrates" et des marxistes "dictatoriaux". Nous avons dénoncé cette méthode de falsification de l'histoire comme participant, fondamentalement, à la même campagne nauséabonde du *Livre noir du communisme*. A cette méthode, nous avons opposée celle du CCI : essayé de tirer les leçons du meilleur du mouvement ouvrier, sans dogmatisme; comprendre les forces et les faiblesses des différents courants constitutifs du mouvement révolutionnaire en les situant dans le contexte historique de l'époque.

Eric Sevault, qui en tant que représentant du "collectif" Smolny, était

9) *La tragédie russe*, septembre 1918.

10) *Idem*.

(suite page 6)

1) Ce tome IV est composé essentiellement de la *Brochure de Junius*, texte déjà publié maintes fois en Français et disponible gratuitement sur le site web www.marxists.org. 2) Rosa Luxemburg, *La crise de la social-démocratie*, édition La taupe, 1970, page 37.

de fond républicaines, Jaurès s'engagea dans le soutien au gouvernement radical jusqu'à gommer les positions spécifiques de la classe ouvrière. Il soutint le gouvernement sur la loi d'amnistie adoptée par la Chambre le 19 décembre 1900 alors que son but était l'amnistie de tous, surtout des officiers impliqués dans le complot contre Dreyfus. Il refusa de passer à une attaque directe et systématique contre le militarisme à travers la revendication d'une milice populaire, car il y avait un risque de rupture entre les dreyfusards. Et les capitulations se multipliaient au nom d'une prétendue "œuvre républicaine d'ensemble" qui porterait "la certitude de victoires futures". Voyons le commentaire de Luxemburg : "Cela prouve que, dans la tactique de Jaurès, ce ne sont pas les aspirations propres au parti socialiste qui sont l'élément permanent, l'élément de base, et l'alliance avec les radicaux l'élément variable, accessoire, mais que, au contraire, l'alliance avec les démocrates bourgeois constitue l'élément constant, ferme, et les aspirations politiques, qui parfois se font jour, ne sont que le produit fortuit de cette alliance. Déjà pendant la campagne pour Dreyfus, l'aile fidèle à Jaurès n'a pas su conserver la ligne de démarcation entre les camps bourgeois et prolétarien. Si, pour les amis bourgeois de Dreyfus, il s'agissait exclusivement d'extirper les excès du militarisme, de supprimer la corruption, de l'assainir, la lutte des socialistes devait porter contre les racines du mal, contre l'armée permanente elle-même. Et si pour les radicaux la réhabilitation de Dreyfus et la punition des coupables de l'Affaire étaient le but de l'agitation, le cas Dreyfus ne pouvait être pour les socialistes que l'occasion d'entamer une agitation en faveur de l'armée de milices. C'est en ce cas seulement que l'affaire Dreyfus et les étonnants sacrifices de Jaurès et de ses amis auraient pu, par l'agitation, rendre au socialisme des services énormes" (8).

Non seulement Jaurès refusa de rompre avec le gouvernement en temps opportun, mais il apporta un soutien sans réserve au cabinet Waldeck-Rousseau et à la participation d'un socialiste à ce gouvernement. S'ouvre alors le chapitre le plus sombre de la vie politique de Jean Jaurès.

L'affaire Millerand

En juin 1899, le socialiste Alexandre Millerand entra, aux côtés du général Gaston de Galliffet, le massacreur des Communards, dans le ministère radical de Pierre Waldeck-Rousseau. Il s'agissait d'une initiative personnelle de Millerand qui appartenait à la mouvance des socialistes indépendants, il ne disposait d'aucun mandat d'un parti socialiste. Il faut bien se rendre compte que nous sommes en plein dans l'affaire Dreyfus alors que l'officier dégradé subit toujours les tourments du bagne en Guyane. Jaurès s'évertue à soutenir la participation socialiste. Il salue le courage des socialistes français qui envoient un des leurs "dans la forteresse du gouvernement bourgeois". Cette affaire représentait un formidable encouragement à toute l'aile droite de l'Internationale qui attendait avec impatience que l'expérience se renouvelle dans d'autres pays, en particulier en Allemagne. Elle approuvait chaudement les arguments de Jaurès selon qui l'évolution de la société capitaliste vers le socialisme engendrait une étape intermédiaire au cours de laquelle le pouvoir politique était exercé en commun par le prolétariat et la bourgeoisie. En Allemagne, Édouard Bernstein venait de publier

son œuvre révisionniste où il remettait en cause la théorie marxiste des crises du capitalisme et où il proclamait : "Le but final, quel qu'il soit, n'est rien, le mouvement est tout."

Rosa Luxemburg s'engage avec passion dans la bataille. Elle répond à Bernstein dans une série d'articles qui paraîtront en une brochure au titre célèbre : *Réforme ou révolution*. Elle s'attaque en même temps aux arguments de Jaurès. Pour commencer, elle rappelle les principes de base du socialisme scientifique : "Dans la société bourgeoise, la social-démocratie, du fait de son essence même, est destinée à jouer le rôle d'un parti d'opposition; elle ne peut accéder au gouvernement que sur les ruines de l'État bourgeois" (9). Elle souligne en particulier la différence fondamentale entre la participation des socialistes au parlement de l'État bourgeois ou aux conseils municipaux, depuis longtemps acceptée, et la participation à l'exécutif de l'État. Pour une raison bien simple : dans le premier cas, ils agissent pour faire triompher leurs revendications mais toujours sur la base d'une critique du gouvernement qui sans cesse persécute les ouvriers et tente de rendre inoffensives les réformes sociales qu'il est contraint de mettre en œuvre. C'est ce principe qui motive le refus systématique des socialistes de voter le budget au parlement. Dans le second cas, quel que soit le parti auquel appartiennent les membres du gouvernement, ils sont tenus de se solidariser avec la politique entreprise et ils sont forcément considérés comme responsables de cette politique.

Le Congrès socialiste international tenu à Paris du 23 au 27 septembre 1900 condamna "le socialisme gouvernemental" de Millerand, ce qui démontrait que les conditions pour une offensive de l'opportunisme au sein de l'Internationale n'étaient pas encore réunies. La résolution s'intitulait : "La conquête des pouvoirs publics et les alliances avec les partis bourgeois". Elle avait été adoptée sur la base d'une motion présentée par Kautsky et la majorité des membres de la commission permanente. Le problème c'était que le rédacteur de cette résolution s'était efforcé de lui donner un caractère général, théorique sans aborder le cas Millerand à proprement parler. Toutes les interprétations, les plus tirées par les cheveux soient-elles, étaient permises. C'est pourquoi on nomma cette "Résolution Kautsky" la "Résolution caoutchouc". Jaurès, Vollmar, Bernstein, toute la droite jusqu'aux révisionnistes les plus avérés, s'engouffrèrent dans la brèche. Ils ne se gênèrent pas pour présenter l'issue du Congrès de Paris comme favorable à Millerand.

Ils s'appuyaient en particulier sur une idée, présente dans la résolution, selon laquelle dans certains cas exceptionnels la participation des socialistes au gouvernement bourgeois apparaîtrait comme nécessaire. En effet, dans tous les programmes socialistes figurait la position, valable à l'époque, qu'en cas de guerre défensive, donc surtout pas en cas de guerre impérialiste, les socialistes pouvaient participer au gouvernement (10). Ou encore lorsqu'une crise politique menaçait de remettre en cause la République et les acquis démocratiques. Rosa Luxemburg répondit que, dans ces cas exceptionnels, il n'était pas question pour autant d'aller jusqu'à la solidarité en général, sans nuance,

9) "Une question tactique", article de 1899 dans Rosa Luxemburg, *Le Socialisme en France*, op. cit., p. 64.

10) Sur ce sujet voir en particulier notre brochure *Nation ou classe*, édition augmentée de 2005.

8) *Idem*, p. 121.

Jaurès

avec la politique du gouvernement. Mais l'essentiel c'était de définir si nous étions vraiment dans une situation relevant des cas exceptionnels ci-dessus évoqués. Jaurès répondit par l'affirmative.

Depuis 1885 environ, la France était secouée par des crises constantes, la crise du boulangisme, le scandale de Panama, l'affaire Dreyfus. On pouvait observer alors l'existence d'un nationalisme bruyant, des débordements antisémites, des campagnes de presse haineuses et grossières, des échanges de coups dans la rue. La dernière heure de la République semblait imminente. Mais Rosa Luxemburg réussit à montrer brillamment que tel n'était pas le cas. Simplement la réaction militariste et clérical et le radicalisme bourgeois se disputaient le contrôle de cette République dans le cadre d'une crise profonde du Parti radical au pouvoir. Il fallait participer à ces luttes politiques mais certainement pas en participant au gouvernement et en flattant la petite bourgeoisie, la clientèle traditionnelle du Parti radical.

Jaurès invoquait certains passages du *Manifeste communiste* concernant l'alliance des ouvriers avec la bourgeoisie. Tout d'abord, il s'agissait d'une toute autre période historique où, comme en Allemagne par exemple, le pouvoir de la bourgeoisie n'était aucunement assuré face aux forces politiques du féodalisme. Et surtout, il oubliait de citer les passa-

ges essentiels sur la préservation de l'indépendance de la classe ouvrière en toutes circonstances. En particulier celui-ci : "Mais, à aucun moment, ce parti ne néglige d'éveiller chez les ouvriers une conscience claire et nette de l'antagonisme profond qui existe entre la bourgeoisie et le prolétariat, afin que, l'heure venue, les ouvriers allemands sachent convertir les conditions politiques et sociales, créées par le régime bourgeois, en autant d'armes contre la bourgeoisie afin que, sitôt détruites les classes réactionnaires de l'Allemagne, la lutte puisse s'engager contre la bourgeoisie elle-même" (11).

Enfin, le dernier argument de Jaurès consistait à souligner l'importance pour les ouvriers des réformes mises en œuvre par Millerand. C'était pour lui "des germes de socialisme, semés dans le sol capitaliste, et qui porteraient des fruits merveilleux". Il suffit d'examiner de près la réalité de ces réformes pour contredire l'enthousiasme démesuré qui s'était emparé de Jaurès. Par exemple, l'intention initiale de raccourcir la durée du travail aboutit à un allongement de la durée du travail pour les enfants et de simples espoirs pour le futur. Ou encore, l'intention de garantir le droit de grève aboutit à l'enserrer dans des

11) Karl Marx, Friedrich Engels, *Manifeste du Parti communiste*, Paris, éd. Champ Libre, 1983, Chapitre IV : Position des communistes vis-à-vis des différents partis d'opposition, p. 71.

limites juridiques étroites. On a vu l'hypocrisie de la politique du gouvernement dans l'affaire Dreyfus. Il faut ajouter l'hypocrisie de la lutte pour la laïcité de l'État qui se solda par des dons charitables à l'église catholique et qui était surtout une véritable machine de guerre contre l'influence grandissante des partis socialistes sur les ouvriers. N'oublions pas que durant toute cette expérience Millerand, la troupe continuait de tirer sur les grévistes, comme à Châlons et à la Martinique. L'ère des réformes culminait dans le massacre d'ouvriers en grève.

Rosa Luxemburg voyait juste et loin lorsqu'elle critiquait le "ministère de l'hypocrisie". Ce qui avait commencé en France sous la forme d'une triste farce s'est terminé en Allemagne en tragédie après 1914 avec un gouvernement social-démocrate assumant en pleine conscience son rôle contre-révolutionnaire. Pour l'heure, nous allons nous apercevoir que Jaurès était capable d'apprendre. Dix ans après le début de l'affaire Millerand, il invectivait Millerand lui-même et deux autres ministres socialistes, Briand et Viviani, à qui il reprochait d'être "des traîtres qui se laissent utiliser par le capitalisme".

Avrom E, 18 août 2014

La troisième et dernière partie de cet article sera publiée au prochain numéro. Retrouvez la version intégrale sur le site internet du CCI.

suite de la page 5

Les éditions Smolny...

présent à la table du présidium de cette réunion, a, lui, fait des contorsions tout au long du débat. Démontrant aussi son grand talent de caméléon, il fit en permanence, dans le débat public, le grand écart en se déclarant en accord avec le CCI et en accord avec "Critique sociale" qui n'est pas d'accord avec les "léninistes" du CCI. Comprenez qui pourra! Mais après la réunion, il est venu nous trouver pour critiquer, dans les coulisses, notre "sabotage" de la réunion de présentation du livre et notre "faux procès" à ses collaborateurs de "Critique sociale". Nous comprenons parfaitement sa gêne.

Notre but, dans ce débat, est la clarification politique, la défense du mouvement ouvrier et des combats de la gauche marxiste révolutionnaire internationale et internationaliste (à laquelle appartenaient Rosa Luxemburg et Lénine), la dénonciation des mystifications idéologiques bourgeoises, qui sont le terreau le plus fertile pour les campagnes de dénigrement de la Révolution russe d'octobre 1917 (avec, en toile de fond, évidemment, une resucée de la propagande démocratique bourgeoise de 1917 qui présentait les bolcheviks avec un couteau entre les dents!).

Le but d'Eric Sevault est de faire

tourner sa maison d'éditions Smolny, d'être reconnu le plus largement possible pour son travail d'éditeur. D'un côté, la méthode et les principes intransigeants et désintéressés de la Gauche communiste; de l'autre, les compromissions de toutes sortes, les alliances d'intérêts et le double jeu, propres à la démarche de petit boutiquier qui surfe sur le créneau de la "publication intégrale inédite" des œuvres de Rosa Luxemburg (comme sur celui des textes de la Gauche communiste) pour assurer la publicité et la prospérité de son fonds de commerce!

CCI, 7 novembre 2014

suite de la page 3

Conflit des pilotes à Air France

les rangs ouvriers, ne permet pas encore d'envisager la transformation radicale de la société pour la satisfaction des besoins humains. Aujourd'hui, la bourgeoisie en ajoute une couche dans la division, dans la confusion; poussant tous les ouvriers à s'opposer entre eux, à se méfier les uns des autres, à se considérer comme de simples "catégories socio-professionnelles" aux intérêts divergents, non comme des frères de classe dont l'intérêt est commun.

Le prolétariat a besoin de prendre conscience de lui-même, d'avoir conscience d'être une force sociale qui permet la lutte révolutionnaire et qui sait faire preuve de solidarité, d'unité face aux exploités. Ceci est

rendu très difficile depuis plus de deux décennies, la confiance ayant été attaquée en permanence, la bourgeoisie nous rabâchant que le communisme, que la classe ouvrière étaient morts et enterrés sous les gravats du mur de Berlin! La chanson dure encore et toute occasion est bonne pour affirmer une prétendue "disparition des ouvriers", pour profiter du manque de perspective autre que celui de la défense de l'État face à la crise.

Et maintenant?

Officiellement, Transavia Europe n'existe plus, la direction aurait reculé. Mais tout ceci est faux : Trans-

avia France continue et officieusement, Transavia Company est une nouvelle entité économique *low cost* qu'Air France a enregistré au Portugal en plein milieu de la grève elle-même!

Le message, là-encore, est clair : la lutte ne paie pas, tout ça pour ça? Sur un plan immédiat, la bourgeoisie a gagné.

Ce conflit va laisser des traces durables sur les relations entre les pilotes et les autres catégories de personnel alors que les nouvelles attaques vont tomber. Mais il n'y aura pas d'autre choix que de réagir, de tirer les véritables leçons de cette lutte pour repartir au combat et dépasser les divisions.

Stipio, 13 octobre 2014

Lisez la presse du CCI sur internet

fr.internationalism.org

LE CCI SUR INTERNET

internationalism.org

E-mail : france@internationalism.org

ABONNEMENTS

Abonnement découverte

Révolution internationale, 3 numéros : 5 €
pack *Révolution internationale* (3 numéros)
+ *Revue internationale* (1 numéro) : 8 €

Abonnement simple

Révolution internationale

11 numéros	6 numéros
FRANCE : 18,5 €	9 €
ETRANGER : 20,5 €	10 €
PAR AVION DOM/TOM : 21,5 €	11 €

Abonnement simple

Revue internationale

4 numéros	2 numéros
FRANCE : 18,5 €	9 €
ETRANGER : 17 €	8,5 €
PAR AVION DOM/TOM : 18,5 €	9 €

Abonnement couplé : journal + revue

1 an	6 mois
FRANCE : 35 €	16 €
ETRANGER : 38 €	17 €
PAR AVION DOM/TOM : 38 €	17 €

Abonnement diffuseur

Aux lecteurs qui souhaitent diffuser notre presse autour d'eux, nous proposons les modalités suivantes :

Révolution internationale

abonnement à 3 : 45 €
à 5 : 73 €

Revue internationale

abonnement à 2 : 31 €
à 3 : 45 €

Ecrivez-nous pour mettre au point d'autres possibilités.

Versement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de RI – CCP 523544Y – Rouen, à adresser à la boîte postale de RI.

APPEL AUX LECTEURS

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos publications, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations dont ils peuvent disposer sur ce qui se passe autour d'eux, les comptes rendus des discussions qu'ils peuvent avoir dans les rangs ouvriers nous seraient également utiles, vu les difficultés auxquelles se heurte le prolétariat aujourd'hui. Enfin, nous avons besoin que notre presse

soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion.

Au-delà des discussions que nous pouvons avoir lors de nos réunions publiques et permanences, nous appelons donc vivement nos lecteurs à nous écrire, soit par courrier classique, soit par e-mail ou encore, en utilisant la nouvelle fonctionnalité de notre site internet qui permet de placer vos commentaires à la suite des articles que nous y publions.

CHANGEMENTS D'ADRESSE POSTALE

Du fait des conditions politiques actuelles au Venezuela, la BP a été fermée. Nous demandons aux lecteurs d'envoyer leur courrier à la BP du CCI en France ou par e-mail à venezuela@internationalism.org.

LISEZ



Courant Communiste International

1^{er} semestre 2014

Revue Internationale

Editorial

Les guerres de l'été 2014 illustrent l'avancée de la désintégration du système

1914 : Le chemin vers la trahison de la Social-démocratie allemande

Sur la nature et la fonction du parti politique du prolétariat (Internationalisme n° 38 – octobre 1948)

La guerre d'Espagne met en évidence les lacunes fatales de l'anarchisme (Bilan 46, Décembre-Janvier 1938)

153

3,00 euros - 5 FS - 6 \$Can
Paraît tous les 4 mois



À lire sur fr.internationalism.org

Compte rendu de lecture :

Paul Frölich, "Impérialisme, guerre et lutte de classes en Allemagne" (1914-1918)

La falsification de l'histoire dans les programmes scolaires

Une dénonciation des dégâts du capitalisme sur la santé des travailleurs (courrier de lecteurs)

150^e anniversaire de l'AIT : un combat plus que jamais actuel !

Manifestations "pro-Gaza" : la bourgeoisie canalise l'indignation ouvrière vers l'impasse du nationalisme

PUBLICATIONS DU CCI

Révolution internationale

Mail Boxes 153
108, rue Damremont
75018 Paris

Acción Proletaria

Ecrire à l'adresse postale de *Révolution internationale*

Internationalisme

BP 94, 2600 Berchem
BELGIQUE

Internationalism

PO Box 90475
Brooklyn, NY 11209 – USA

Internacionalismo

Changement
d'adresse postale :
voir ci-contre.

Internationell Revolution

IR, Box 21106,
10031 Stockholm – SUEDE

Rivoluzione internazionale

CP 469, 80100 Napoli
ITALIE

Wereld Revolutie

P.O. Box 339
2800 AH Gouda – PAYS BAS

World Revolution

BM Box 869,
London WCI N 3XX
GRANDE-BRETAGNE

World Revolution

AUSTRALIE
Ecrire à l'adresse postale
en Grande-Bretagne

Weltrevolution (Allemagne)

Postfach 2216
CH-8026 Zürich
SUISSE

Weltrevolution (Suisse)

Postfach 2216
CH-8026 Zürich
SUISSE

Revolución Mundial

Apdo. Post. 15-024, C.P. 02600
Distrito Federal, Mexico
MEXIQUE

Communist Internationalist

(publication en langue hindi)
POB 25, NIT,
Faridabad 121 00
HARYANA INDIA

BROCHURES DU CCI (tous nos prix sont en euros)

Plate-forme et Manifeste du C.C.I.

(2,5 + frais d'envoi : France 2,11 / Etranger 4)

La décadence du capitalisme

(2,5 + 2,11 / 4)

Les syndicats contre la classe ouvrière

(2,5 + 2,11 / 4)

Nation ou classe

(3 + 2,11 / 4)

Le trotskisme contre la classe ouvrière

(4,5 + 2,11 / 4)

Organisation communiste et conscience de classe

(4 + 2,11 / 4)

Guerre du Golfe

(2,5 + 2,11 / 4)

L'État dans la période de transition

(3 + 2,11 / 4)

La Gauche communiste d'Italie

(8 + 3,77 / 6)

La Gauche hollandaise

(12 + 3,77 / 6)

La Gauche communiste de France

(4 + 2,11 / 4)

L'effondrement du stalinisme

(3 + 2,11 / 4)

La Révolution russe

(2,5 + 2,11 / 4)

Bilan de la lutte des infirmières – Octobre 1988

(2 + 2,11 / 4)

Luttes dans la fonction publique de décembre 95

Une victoire pour les syndicats,
une défaite pour la classe ouvrière
(2 + 2,11 / 4)

Fascisme et démocratie, deux expressions de la dictature du capital

(4,5 + 2,11 / 4)

Comment le PCF est passé au service du capital

(3 + 2,11 / 4)

La terreur stalinienne : un crime du capitalisme, pas du communisme

(3 + 2,11 / 4)

Octobre 17

(3 + 2,11 / 4)

Le communisme n'est pas un bel idéal...

... mais une nécessité matérielle
... il est à l'ordre du jour de l'histoire
(3 + 2,11 / 4)

Les élections : un piège pour la classe ouvrière

(2 + 2,11 / 4)

APPEL A SOUSCRIPTION

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous avons ouvert une souscription permanente pour le soutien de notre journal et de notre intervention.

Contrairement aux organisations bourgeoises qui bénéficient de subventions de la classe dominante et de son État pour assurer la défense des intérêts du capital, l'organisation révolutionnaire ne vit que grâce aux cotisations de ses militants. Lecteurs, votre souscription est un acte politique conscient de solidarité et de soutien à la défense des idées révolutionnaires. Elle participe

pleinement de la défense des intérêts de la classe dont dépend l'avenir de l'humanité.

Souscrire à la presse du CCI, ce n'est pas lui faire l'aumône. C'est s'engager à ses côtés dans le combat contre les mensonges et mystifications de la bourgeoisie, contre ses moyens de propagande et d'intoxication idéologiques.

Vos contributions sont donc les bienvenues au compte de RI (C.C.P. 523544Y – Rouen) ou peuvent être versées lors de nos interventions.

SOUSCRIPTIONS AVRIL

Marseille

Jerome, 60 € ; Nadja, 40 € ;
Mireille, 50 € ; Youri, 22,50 €

Paris

D, 100 € ; L, 30 € ; Pat, 20 € ;
JPC, 10 € ; Nicolas, 50 € ;
Galar, 10 € ; Ch, 20 € ; Z, 30 €

Toulouse

Jackie, 10 € ; Denise, 100 € ;
Tommy, 40 € ; Danièle, 15 € ;
By, 20 €

Total : 627,5 €

RÉVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

JEAN JAURÈS ET LE MOUVEMENT OUVRIER (II)

Le marxisme et l'héritage de la Révolution française de 1789

Depuis la grande Révolution bourgeoise de 1789, la France a dominé pendant longtemps toute l'histoire de l'Europe. Que ce soit en 1830 ou en 1848, à chaque fois c'est de France que partait le signal du bouleversement général. Ces circonstances donnaient au prolétariat français une grande éducation politique et une capacité d'action qui se sont transmises jusqu'à nos jours. Mais ces qualités avaient leur contrepartie. La classe ouvrière en France avait tendance à sous-estimer la lutte économique quotidienne, ce qui explique pourquoi les syndicats se sont moins développés que dans d'autres pays. D'autre part, le combat politique était conçu dans un sens restrictif, celui de l'étape insurrectionnelle. Du côté opposé, la bourgeoisie était parvenue assez vite à une souveraineté politique intégrale sous le régime de la République démocratique, plus particulièrement la bourgeoisie industrielle. Et elle en était très fière. C'est ainsi que la grandiose Révolution bourgeoise avait conduit à cette grandiloquence creuse typique des discours en France : le pays des Droits de l'Homme s'était octroyé la tâche messianique de la libération des peuples de la tyrannie, entendez par là la concurrence économique entre nations et les guerres de rapine qui conduisirent à la guerre impérialiste de 1914. Chez de nombreux leaders du mouvement ouvrier en France, cette phraséologie dissimulait un patriotisme profondément ancré.

Jean Jaurès est un représentant classique de ce républicanisme qui a lourdement pesé sur le mouvement ouvrier à une époque où la société bourgeoise était encore progressiste et où la forme que prendrait le pouvoir prolétarien était encore loin d'être clarifiée. Même pour les éléments de gauche au sein de la II^e Internationale, la République était la seule formule possible de la dictature du prolétariat. Jaurès s'exprime ainsi dans un article de *La Dépêche* du

22 octobre 1890 : *"Ni l'Angleterre, ni l'Allemagne n'ont dans leur passé une République démocratique comme celle qui fut proclamée en France en 1792. Dès lors, les espérances d'émancipation des travailleurs anglais et des travailleurs allemands ne prennent pas précisément la forme républicaine, et voilà pourquoi le parti des réformes populaires s'y appelle plus spécialement le parti socialiste. Au contraire, en France, le seul mot de République, tout plein des rêves grandioses des premières générations républicaines, contient à lui tout seul toutes les promesses d'égalité fraternelle"* (1).

C'est Karl Kautsky qui va défendre la position marxiste sur cette question. Dans un article paru dans *Die Neue Zeit* en janvier 1903, il rappelait que, malgré la continuité historique entre révolution bourgeoise et révolution prolétarienne, il existe plus encore une rupture politique du simple fait qu'il s'agit de deux classes différentes dotées d'un programme différent avec des buts et des moyens spécifiques : *"C'est justement à cause de la grande force de la tradition révolutionnaire au sein du prolétariat français qu'il n'est nulle part plus important que là-bas de l'amener à penser de façon autonome en lui montrant que les problèmes sociaux, les objets, les méthodes et les moyens des combats sont aujourd'hui tout autres que ce qu'ils étaient à l'époque de la Révolution; que la révolution socialiste doit être tout autre chose qu'une parodie ou une poursuite de la révolution bourgeoise; que le prolétariat peut lui emprunter son enthousiasme, sa foi en la victoire et son tempérament mais certainement pas sa manière de penser"* (2).

Cette position classique du socia-

1) Jean Jaurès, "Le socialisme de la Révolution française" (1890), dans Jean Jaurès, Karl Kautsky, *Socialisme et Révolution française*, Paris, éd. Demopolis, 2010, p. 189.
2) Karl Kautsky, "Jaurès et la politique française vis-à-vis de l'Église" (1903), *Idem*, p. 228.

lisme révolutionnaire s'appuie sur les travaux de Marx et Engels qui, après l'échec de la Révolution 1848, avaient remis en cause leur idée d'une *révolution permanente* basée sur une unité organique entre révolution bourgeoise et révolution prolétarienne et la transgression de l'une en l'autre (3). D'autre part, contre Lassalle, partisan d'un socialisme d'État, et contre Bakounine qui prônait l'égalité des classes, Marx et Engels avaient toujours défendu le but final communiste de l'abolition des classes, ce qui signifie la fin de la domination politique engendrée précisément par l'existence de classes antagoniques, ce qui implique le dépérissement de l'État. Mais la fin de l'État, c'était aussi la fin de la démocratie qui n'est qu'une forme particulière de l'État. L'ambition du communisme, qui paraît démesurée mais qui est en fait la seule réaliste face aux lois de l'histoire et aux contradictions dangereuses du capitalisme, consiste en une maîtrise des forces productrices et des forces sociales à l'échelle mondiale, le seul terrain sur lequel puisse être dépassée la contradiction entre intérêt général et intérêt particulier, entre le collectif et l'individu. Pour la première fois, il est devenu possible de faire de la communauté humaine une réalité concrète. Cela ne signifie pas la fin des problèmes et des contradictions, mais que l'abolition des classes et de la sphère politique va permettre de libérer toutes les potentialités humaines tandis que la promesse contenue dans la devise : Liberté, Égalité, Fraternité,

3) Cf. les Préfaces au *Manifeste communiste* et la Préface au livre de Marx, *Les luttes de classes en France, 1848-1850* où Engels explique pourquoi *"l'histoire nous a donné tort à nous et à tous ceux qui pensaient de façon analogue"*. L'explication la plus claire, comme quoi les tâches historiques d'une classe ne peuvent être assumées par une autre classe, est donnée par Marx dans *Révolutions sur le procès des communistes à Cologne (Bâle, 1853)* dans Karl Marx, *Œuvres VI*, Paris, éd. Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, 1994, p. 635.

n'avait jamais pu être honorée par la démocratie bourgeoise. Le communisme ne signifie pas la fin de l'histoire mais la fin de la préhistoire et le début de l'histoire véritable. Ce passage du règne de la nécessité au règne de la liberté, c'est-à-dire la perspective d'une société libérée de la production marchande et de l'État, n'était pas une position inconnue durant cette époque du parlementarisme ouvrier et de la lutte pour les réformes. Les minorités politiques les plus claires s'efforçaient de la défendre, comme Williams Morris en Angleterre (4) et Auguste Bebel en Allemagne (5).

Comme bien d'autres, Jaurès ne parviendra jamais à se libérer de cette tradition républicaine, ce qui va l'empêcher de défendre l'autonomie de la classe ouvrière face à l'ennemi de classe.

L'affaire Dreyfus

Le capitaine Alfred Dreyfus passe devant un conseil de guerre en décembre 1894, c'est un officier juif appartenant à l'état-major de l'armée française. Il est injustement accusé d'avoir livré des secrets militaires à l'Allemagne. Cette affaire d'espionnage, apparue dans un contexte profondément marqué par l'antisémitisme et par le chauvinisme après l'annexion de l'Alsace et de la Lorraine, a enflammé la III^e République jusqu'en 1906, année où la Cour de cassation innocentera et réhabilitera définitivement Dreyfus. Il ne s'agissait pas d'une simple erreur judiciaire mais de la défense des intérêts de fractions particulièrement réactionnaires et nationalistes de la bourgeoisie s'appuyant sur les milieux militaires, cléricaux et monarchistes.

4) *Nouvelles de nulle part*, 1890.
5) *La femme dans le passé, le présent et l'avenir*, 1891. Voir notre série "Le communisme n'est pas un bel idéal mais une nécessité matérielle", les parties XII à XV dans la *Revue Internationale* n°s 84, 85, 86 et 88.

La crise du Parti radical (6) au pouvoir leur avait ouvert la voie.

Après une période d'hésitation, Jean Jaurès va se lancer à corps perdu dans la bataille pour la défense du capitaine et la révision de son procès. *"Et Jaurès avait raison, s'écria Rosa Luxemburg. L'affaire Dreyfus avait réveillé toutes les forces latentes de la réaction en France. Le vieil ennemi de la classe ouvrière, le militarisme, était là démasqué, et il fallait diriger toutes les lances contre sa poitrine. Pour la première fois, la classe ouvrière était appelée à mener une grande lutte politique. Jaurès et ses amis l'ont conduite au combat et ont inauguré ainsi une nouvelle époque dans l'histoire du socialisme français"* (7).

Le parti marxiste de Guesde et Lafargue ainsi que le parti des ex-blancquistes de Vaillant continuaient de prôner la neutralité c'est-à-dire l'abstention politique alors que la classe ouvrière aurait dû mener le combat contre les fractions réactionnaires de la bourgeoisie, y compris en défendant la république bourgeoise. Elle devait se saisir de cette opportunité pour rassembler ses forces, mûrir politiquement tout en sauvegardant son autonomie de classe. C'est sur la question de l'autonomie de classe que se révélèrent toutes les faiblesses de la politique défendue par Jaurès. Les dreyfusards de la classe ouvrière devaient garder leur indépendance vis-à-vis de leurs alliés, les dreyfusards bourgeois comme Émile Zola et Georges Clemenceau. Du fait de ses positions

6) Le Parti radical, ou Parti républicain ou Parti radical-socialiste, est né en 1901 et a tenu un rôle central au gouvernement pendant la III^e République, en particulier en jouant habilement sur l'alliance avec les socialistes (Émile Combes). Il a également su manier la provocation et une répression très dure contre la classe ouvrière sous les auspices de Georges Clemenceau.
7) "La crise socialiste en France", article de 1900 dans Rosa Luxemburg, *Le Socialisme en France*, op. cit., p. 116.

(suite page 6)

NOS POSITIONS

- Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.
- La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la Révolution russe, mais son fossoyeur.
- Les régimes étatisés qui, sous le nom de "socialistes" ou "communistes", ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'État, propre à la période de décadence.
- Depuis le début du XX^e siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre États, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La classe ouvrière ne peut y répondre

que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

- Toutes les idéologies nationalistes, d'"indépendance nationale", de "droit des peuples à disposer d'eux-mêmes", quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploités.
- Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La "démocratie", forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.
- Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis "ouvriers", "socialistes", "communistes" (les ex-"communistes" aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de "front populaire", "front anti-fasciste" ou "front unique", mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.
- Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, "officielles" ou "de base", ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

- Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.
- Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les États, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.
- La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'État capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les États et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.
- La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni "autogestion", ni "nationalisation" de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.
- L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein

du prolétariat. Son rôle n'est ni "d'organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir" en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITÉ

- La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.
- L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.
- Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la Ligue des communistes de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'Association internationale des travailleurs, 1864-72, l'Internationale socialiste, 1889-1914, l'Internationale communiste, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la III^e Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les gauches allemande, hollandaise et italienne.